LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces — C.N.T. — A.I.T. — A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

35e ANNEE — NOUVELLE SERIE — Numéro 271 — Version française 0 10 francs — Version espagnole 0 40 francs — 14 Novembre 1963

Le ministre Fraga doit faire la preuve qu'il n'y a pas eu de sévices !

LE bruit provoqué par la démarche des cent-deux intellectuels espagnols demandant au ministre de l'Information, Fraga Iribarne, des précisions sur les sévices qu'auraient subis des mineurs asturiens au cours de leur dernière grève ne semble pas près de s'atténuer.

Les intellectuels sont maintenant, paraît-il, deux cents à avoir effectué une nouvelle démarche, près du même responsable gouvernemental, pour savoir exactement à quoi s'en tenir sur cette affaire.

Précisément, le même jour, le ministre, raidissant sa position, a nié en bloc, une fois de plus, tout ce qui était reproché à ses mercenaires, mais a confirmé, toutefois, l'aveu antérieur de la coupe de cheveux effectuée sur deux femmes, à la tondeuse double zéro, bien connue de nos anciens pioupious.

Sans accorder une importance démesurée à cette opération, qui, généralement, n'a pas un caractère irréparable, puisque le plus souvent les cheveux repoussent, disons néanmoins que nous considérons ignoble d'avoir fait subir un aussi infâmant traitement, les clouant en somme au pilori, à deux femmes dignes en tous points, n'ayant commis d'autre délit que de demeurer fidèles aux conceptions de leurs maris, qu'elles partageaient.

L'aveu enregistré, aussi bénin soit-il, démontre de façon indiscutable qu'il y a eu des « remous », de la résistance, des emprisonnements, etc., car on ne tond tout de même pas des femmes de but en blanc sans raison valable. De plus, il y a ces deux cents intellectuels curieux — ou les « cent-deux », comme on voudra, nous ne sommes pas à cent près — qui viennent là, comme un cheveu sur la soupe, donner la nausée à M. Fraga, qui doit avoir le cœur sensible, et s'est mis fort en colère.

Il se trouve qu'il a parlé justement de liberté dans le discours où il a vertement dit leur fait aux « cent-deux », et déclaré textuellement : « Il y aura progressivement plus de liberté en Espagne. »

Nous noterons en passant que de la part d'un individu qui a pour habitude de tourner sept fois sa langue dans la bouche avant de causer c'est un nouvel aveu, de taille celui-là, et comme ce qu'il promet se réduit, en somme, à rien, c'est qu'aujourd'hui et depuis 27 années toute liberté est pratiquement abolie en Espagne.

Disons au ministre Fraga que l'occasion est bonne pour commencer à la rétablir cette liberté et, curieux comme les « cent-deux », nous présentons une suggestion au grand pourvoyeur de fausses nouvelles d'Espagne.

La lettre du 30 septembre 1963 des intellectuels, fait état des noms, prénoms, lieu de résidence des mineurs, du degré des sévices paraît-il endurés. Rien n'est donc plus facile quand on dispose d'une police pléthorique et organisée comme celle de l'Espagne, de vérifier l'existence des personnes citées, et dans l'affirmative, de faire constater par une commission de médecins neutres — pas des fascistes, bien entendu — leur état de santé, et les sévices qu'elles ont pu subir le cas échéant.

Le triomphe du ministre Fraga s'il parvenait à faire la démonstration que ce qu'il avance est exact, que les personnes citées existent bien, qu'elles n'ont pas subi de sévices et ne portent aucune trace de mutilation ne modifierait en rien le jugement de l'opinion sur le régime qu'il défend ; celui-ci s'est assez discrédité, couvert d'opprobre, a commis trop de crimes ignobles pour qu'il soit possible de lui accorder un crédit quelconque. Il doit disparaître à jamais.

Néanmoins, l'histoire sera écrite tôt ou tard et si cette nouvelle répression odieuse n'a pas été commise, contrairement à ce que nous supposons, la vérité doit être rétablie, et les intellectuels blamés pour la légèreté avec laquelle ils ont agi dans cette affaire ; il eut été si simple, en effet, d'être exactement fixé en se rendant à pied d'œuvre.

Mais, comme il est aussi simple au ministre Fraga de faire connaître la vérité que nous sollicitons, ne voulant pas qu'il bénéficie du doute et soit innocenté à tort, nous ne le tenons pas quitte pour si peu. Si sous quinzaine cette innocence n'a pas été fournie de façon irréfutable, nous considérerons que l'accusation des « cent-deux » est valable et que le capitaine F. C. et son sergent des forces de sécurité sont de dignes émules des tortionnaires de Delgado et Granados.

UN AVEU DE TAILLE

« Je ne crois pas que l'objet principal de ce régime et de l'action du général de Gaulle soit d'apporter la prospérité aux Français ! »

Qui parle ainsi ? Monsieur le premier ministre Pompidou lui-même ! Que voilà, n'est-ce pas des paroles franches et loyales, portant en elles-mêmes une quasi certitude de vérité évidente. Evidente au plus haut point, car de cela nous sommes convaincus depuis longtemps, depuis très longtemps. Nous Français, nous savons très bien que l'objet principal de ce régime n'est pas de nous apporter la prospérité, mais nous ne sommes pas habitués à ce que l'on nous assène comme ça, brusquement, sans prépation aucune, un aveu de cette taille.

Car c'est bien un aveu, involontaire peut-être, dans une certaine mesure, mais palpable et tangible. De plus, nous sommes aussi convaincus que ce n'était pas, non plus, l'objet principal des différents régimes ou gouvernements qui se sont succédés en France depuis des siècles. Lesquels ne se privaient pas, eux, de clamer haut et fort que leur seul but, leur seul désir étaient précisément le bonheur et la prospérité de leurs sujets. Fort souvent ingrats, d'ailleurs, ces sujets qui,nonobstant le bonheur et la prospérité dont il ont joui continuellement, n'ont pas hésité à se révolter souvent contre ces régimes pourtant remplis de prévenances et de bonnes intentions envers eux ! Mais, aujourd'hui, tout est changé et, après l'aveu sans fard de notre chef du gouvernement, chaque Français, désormais, doit savoir à quoi s'en tenir. Grand merci de votre franchise, monsieur le premier, grand merci !

Ceci dit, quel est donc, en réalité, cet objet principal ? Il n'est, pour le savoir, que d'écouter notre Pompidou national : *« Le premier objet, à mon avis, ça été de leur rendre la dignité. Cela a des aspects évidents sur le plan extérieur, et en tant que nation, mais ça en a aussi sur le plan intérieur, et même sur le plan social, et une des dominantes de notre politique sociale, c'est d'aboutir à ce que véritablement toutes les catégories sociales et, en particulier, les plus modestes, ne se sentent pas, comme disait Dostoïevsky,* humiliées et offensées. » (1)

Nous voilà donc fixés, mes amis ! La grande préoccupation a été et demeure toujours celle de nous rendre notre dignité. Dignité que nous avions sans doute perdue depuis longtemps, à la suite de je ne sais quelles aventures politiques ou guerrières, que d'aucuns ne se font pas faute de nous reprocher à chaque occasion ! Et des occasions, hélas, il n'en manque pas, en ces époques troublées qui sont les notres ! Nous avons donc retrouvé notre dignité ! Mais, au fait, de quelle dignité s'agit-il ? De la tienne ? camarade, de la mienne ? de celle de Dupont, de Durand, de la dignité individuelle de chaque Français ? Pas du tout, car cette dignité est affaire personnelle, exclusive de notre individualité, et rien, ni personne ne peut nous la donner, ni nous l'ôter. Seuls notre conscience et notre comportement envers les autres hommes en sont la garantie. En fait, il s'agit surtout de la dignité de la France ! Et là, il faut l'avouer, nous sommes bien d'accord, perdue qu'elle était, cette dignité ! Et plutôt deux fois, plutôt dix fois, plutôt cent fois qu'une ! Sans remonter bien loin le cours de l'Histoire, on pourrait en citer de nombreux exemples. L'imbécile guerre de 1870, suivie de la féroce extermination des Communards, les expéditions coloniales, l'affaire Dreyfus, celle de Panama et tant d'autres, la guerre 14-18, l'abandon du peuple espagnol en 1936, la guerre de 40, la guerre d'Indochine, celle d'Algérie, etc. Et j'en oublie, et j'en oublie, de ces édifiants exemples !

Eh bien, de cette dignité-là qui, paraît-il, nous est est rendue, de cette dignité à la fois fausse, féroce, sordide, sanglante, politique et militaire, surannée et grotesque, de cette dignité qui n'a rien à voir avec la dignité humaine, nous, on le déclare hautement et fièrement, on s'en fout !

On s'en fout totalement, entièrement, furieusement même, que la France soit éternelle, puissante, glorieuse, propère et tout et tout. Ce qui nous intéresse, nous, simples individus prolétarisés, Français par hasard, mais tout de même héritiers des 40 ou 50 générations de paysans et d'ouvriers qui construisirent la France de 1963, c'est d'être prospères et dignes individuellement.

Cela implique, pour chaque famille, pour chacun de nous, un revenu suffisant, une maison confortable, un travail utile, autant que possible et l'absence de tous soucis matériels pour les années à venir.

Et cela implique aussi, à l'échelle de l'hexagone, des écoles de toutes sortes, attrayantes et propres, des hôpitaux modernes, des maisons de repos qui ne soient ni des casernes, ni des hospices, des terrains de sports et des bibliothèques à la portée de tous, et une refonte complète de notre administration paperassière et si lente ! Sans oublier des routes appropriées pour les fous montés sur quatre roues, et le renoncement absolu à la conception Ville-Termitière-Capitale.

Cela implique bien d'autres choses encore, dont nous parlerons ici, à la première occasion. Ce qui ne saurait tarder.

BLANQUET

(1)Nous sommes en présence, ici, de ce que l'on peut appeler une *utopie monumentale*. Essayer de contenter toutes les catégories sociales, alors que celles-ci sont soigneusement entretenues *« hierarchisées »* par leurs pouvoirs d'achats respectifs. Cela ressort essentiellement du bla-bla-bla officiel et ce n'est pas l'expression *politique sociale* qui pourra nous leurrer longtemps à ce sujet. Tant qu'il y aura des gens qui, tout en travaillant, tout en peinant autant et parfois plus que les autres, feront partie des *catégories modestes*, il y aura des gens qui se sentiront *humiliés et offensés*. Seule, une égalité économique bien comprise pourrait remédier à cela.

Conseils utiles

A la suite d'un certain nombre de questions qui m'ont été posées au sujet des pensions et retraites de la Sécurité Sociale, auxquelles sous la rubrique ci-dessus, j'ai fait mon possible pour répondre, je crois utile de préciser, en raison de la complexité des textes des lois et décrets que l'application des dits « droits » à l'usage des assujettis, réclame une attenion constante et qu'étant donné par ailleurs les difficultés matérielles, vu le peu de temps dont un travailleur dispose et l'exigüité des colonnes de LE COMBAT SYNDICALISTE, certaines dispositions d'application ont nécéssairement été passées sous silence. Aussi, voici un complément d'information qui, je l'espère, permettra à nos camarades et amis lecteurs d'en mieux saisir le mécanisme :

1° PLUS D'AGE LIMITE POUR DEMANDER LA LIQUIDATION DE SA PENSION

A. — En effet, le décret du 28 octobre de 1935 précisait que les personnes nées avant le 1-4-1886, devaient être obligatoirement liquidées (pension) dès leur 60e anniversaire quelle que soit la date de la demande.

Ils devaient être immatriculés aux Assurances Sociales depuis le 1-7-1930 ou depuis la date obligatoire (1945) ; avoir réuni 1.320 cotisations journalières du 1-7-30 au 31-12-35, chaque année devant comporter au moins un versement.

Justifier d'une retenue au moins égale à 60 frs par an, à partir du 1er janvier 1936.

Le montant de cette pension se compose (à 60 ans) :

1°) de la rente du compte individuel à capital aliéné ou réservé.

2°) d'un complément de pension portant la pension au minimum garanti, moins rente à capital aliené, égal au complément de pension.

Le minimum garanti est égal à autant de 1/75e du salaire annuel moyen (à déterminer par les cotisations versées depuis la date d'immatriculation, jusqu'à la date d'entrée en jouissance de la pension) que l'assuré réunit d'années d'assurance. Il est augmenté de 10 % si l'assuré a élevé 3 enfants (jusqu'à 16 ans).

Avantages complémentaires éventuels :

— Majoration pour conjoint.
— Rente R. O. P.

B. — Rente A. S. du compte individuel :

Age : Etre né avant le 1-4-1886, liquidation obligatoire à 60 ans.

Période d'assurance :

Etre assuré social.

Ne pas remplir les conditions exigées pour bénéficier d'une pension avec « Minimum garanti ».

Condition de versements : Pas de minimum.

Le rente se compose :

a) des rentes du compte individuel arrêté au 31-12-1940 plus

b) le 1/4 des versements effectués pour l'assurance vieillesse après le 1-4-1941, jusqu'à la date d'entrée en jouissance de la Retraite.

Remboursement :

Des cotisations, si la rente est inférieure à 1.000 anciens francs (peut s'opposer au bénéfice de l'A.V.T.S. s'il est fait en application de l'article 2 de l'arrêté du 13-12-48, mais non en vertu de l'art. 11 du décret-loi du 18-10-1935).

REVISION-REVALORISATION

Pensionné ou rentier : revision a partir de 65 ans ou 60 ans cas d'inaptitude au travail.

Pensionné :

Pension revisée automatiquement art. 13 de l'ordonnance du 2-2-1945.

(Suite page 2.)

ELEVATION A LA REVOLUTION

L'amour de la liberté préside les aspirations révolutionnaires des hommes. Marx prétend que la recherche du bien de l'humanité et celle de notre propre épanouissement ne s'opposent pas nécessairement et que l'individu ne peut prétendre à la perfection qu'en agissant en vue de la perfection de l'humanité. Alors que la vie de l'animal est déterminée par les circonstances, l'homme s'efforce de déterminer librement la sienne.

A notre sens, beaucoup d'individus ne tentent pas d'influencer le courant de leur existence. Aveugles et soumis, ils acceptent toutes les circonstances de la vie, bonnes ou mauvaises, et se croient libérés vis-à-vis de l'humanité du fait qu'ils ont toujours été des sujets soumis du capital et l'Etat, que leur absence de dignité ne leur a jamais permis de ne pas obéir, quand leur conscience aurait dû leur commander la révolte et le refus de toute participation contraire au bien de l'humanité.

Le sens de la révolution est de vouloir supprimer toutes les entraves qui empêchent les hommes de bénéficier de la liberté. C'est une tâche d'éducation de soi-même, l'obligation d'un effort personnel de militantisme, un sens profond de fraternité, permettant de vaincre le doute, l'opposition l'égoïsme, qui découragent et paralysent la volonté prérévolutionnaire de celui qui tente d'élever à œuvre utile son existence qui ne doit pas être strictement matérielle. La révolution s'accomplit en premier chez l'individu ; son élévation en fait un artisan de la révolution, du fait que toute son activité devient une action prérévolutionnaire.

La révolution doit tenter à l'universalité de la liberté, si elle n'apporte celle-ci qu'à une fraction de l'humanité et qu'elle entend obliger une partie de l'humanité, contra sa volonte, à la reconnaissance de cette liberté, la révolution devient pouvoir, elle se détruit elle-même, elle manque son but. Il est possible que la révolution puisse se développer dans un pays et que son principe soit repoussé dans un autre, c'est aux contrées libérées par la Révolution de servir d'exemple afin que les contrées sous la domination d'un pouvoir étatiste, puissent reconnaître les bienfaits de la liberté.

L'homme vidé de toute humanité, de toute dignité, ne peut accéder à la révolution. S'il combat pour la recherche d'un gain personnel, il n'est pas un révolutionnaire mais un politicien. Le bénéfice du combat de la Révolution ne peut apporter profit à un homme, mais à tous les hommes.

Aucun Etat n'est ni libre, ni populaire. Ni libre, du fait qu'il est sous la dépendance du capitalisme. Ni populaire, du fait que ses lois et son autorité ne font que renforcer la puissance du capitalisme au détriment du peuple.

L'ennemi de la liberté, c'est l'Etat, c'est lui qui, par le travail de militantisme des révolutionnaires, doit voir son autorité menacée de jour en jour et se trouver dans l'obligation soit de capituler, soit de disparaître sous la poussée révolutionnaire du peuple.

Supprimer un Etat bourgeois pour constituer un Etat prolétarien ne diffère en rien de l'oppression. Amener l'Etat bourgeois au pourrissage et au mépris généralisé de ses sujets, pour le remplacer par un organisme similaire, aux bases identiques, n'apporte au peuple qu'un changement de maîtres. La révolution est autre chose. La révolution a pour but la suppression des classes, la liberté de l'homme, l'égalité entre tous. La suppression de l'Etat n'est pas le but de la Révolution, mais la conséquence de la Révolution. La transformation de la société implique la suppression des fonctions gouvernementales auxquelles doivent succéder les fonctions administratives des Fédérations de Consommation et de Production.

Présentement, les plus capables, propres à militer en faveur d'une société meilleure pour demain, sont intoxiqués par une éducation qui tente d'en faire des êtres avides de jouir des privilèges accordés à ceux qui cyniquement servent l'Etat au detriment du peuple. L'ascension vers une élévation de classe provoque chez ces hommes la curée aux postes, bien rétribués, de domination ; l'absence ou l'etouffement de la conscience de l'individu, s'achète par des salaires et des retraites. Cet état de dépravation laisse penser qu'une révolution violente qui se contenterait de briser l'Etat serait vaine. Avant de briser l'Etat, il faut élever l'individu. En obligeant l'homme à découvrir en lui le sens de la liberté et de la justice, il faut l'amener à réaliser que l'abondance est de notre ère, que le capital doit céder la place à l'association des travailleurs dans la production, que ces forces de production autorisent les besoins de tous indistinctement. C'est ainsi que le gouvernement des personnes devra céder la place à l'administration des choses. Gaston Britel, dans son livre : « Périr ou distribuer », cite cette pensée de l'économiste Carrey, qui écrivit en 1848 : « A mesure que s'accroît le pouvoir de l'homme sur la matière, le pouvoir de l'homme sur ses semblables tend à diminuer, et l'on marche à l'établissement de l'égalité. »

La connaissance de ce que doit être la société de demain est indispensable à tous ceux qui épris de justice et de liberté sont des révolutionnaires en puissance et qui attendent que les meilleurs d'entre-nous établissent les ponts qui doivent relier une civilisation qui ne correspond plus aux besoins de l'homme à la civilisation de demain. C'est donc de l'action indispensable d'une minorité que dépend l'accroissement des forces prérévolutionnaires nécessaires au combat de libération de demain.

« Il est dans la nature de l'Etat de tompre la solidarité humaine et de nier en quelque sorte l'humanité. L'Etat ne peut se conserver comme tel dans son intégrité et dans toute sa force que s'il se pose comme le but suprême, absolu, au moins pour ses propres citoyens, ou, pour parler plus franchement, pour ses propres sujets, ne pouvant pas s'imposer comme tel aux sujets des autres Etats. De là résulte inévitablement une rupture avec la morale humaine en tant qu'universelle, avec la raison universelle, par la naissance de la morale de l'Etat et d'une raison d'Etat. ». — Bakounine.

RENE VILLARD

INDUSTRIE ET AGRICULTURE

Quels que soient les préjugés de l'opinion à l'égard de l'agriculture, de la production agricole, il est évident que si l'on accordait à l'effort agricole une valorisation égale à celle de la tâche industrielle, c'est-à-dire un revenu égal de part et d'autre, les prix agricoles monteraient en flèche mettant le pouvoir d'achat des masses en péril ; en ne le faisant pas, la société capitaliste réalise une discrimination entre les deux activités. Mais cette inégalité est la condition de sa survie...

Il n'y a aucune commune mesure entre les conditions de la production agricole et celles de la production industrielle, car la première, si planifiée qu'elle soit, est à la merci des accidents atmosphériques, des variations de température, des maladies, des épidémies, etc., alors que l'industrie planifie ses projets dans la certitude de les mener à bien.

Le problème des prix agricoles est donc dépendant de l'abondance des récoltes ou de leur rareté, mais, de plus, ces prix ne peuvent dépasser une certaine « moyenne » sans influer considérablement sur le pouvoir d'achat des masses.

La production agricole ne peut donc être valorisée selon sa valeur réelle, puisque ses prix ne peuvent dépasser des « taux politiques » qui maintiennent ou ont pour but de maintenir un pouvoir d'achat qui ne mette pas en péril le « revenu industriel ».

Aux journées d'études des « Jeunes Agriculteurs » et pour la première fois, le secrétaire de l'organisation a fait de ce problème un exposé précis et convaincant :

« Dans une économie d'abondance, le consommateur, qu'il soit ouvrier ou paysan tend à consacrer une part de plus en plus faible de son revenu à l'alimentation. Dans ces conditions, l'agriculture se trouve dans une sorte d'état d'infériorité et peut difficilement obtenir elle-même des prix rémunérateurs par le libre jeu des mécanismes économiques.

» Pour permettre à l'agriculteur d'obtenir un « juste prix » pour ses produits sans que celui-ci se répercute entièrement dans les prix de vente aux consommateurs, il n'y a qu'une solution : appliquer en France le système britannique des paiements différentiels. En Angleterre, les prix agricoles sont maintenus très bas. L'Etat, en fin d'année verse aux producteurs des subventions représentant la différence entre les prix réels du marché et les prix garantis fixés chaque année. »

On voit que par cette méthode, le paysan anglais, à condition qu'il produise, est assuré d'un revenu presque garanti quelle que soit l'abondance ou la rareté. Mais qui paie la différence ?

On estime que 75 % du revenu paysan provient des impôts ! C'est donc la collectivité, et plus particulièrement celle la plus dense des travailleurs qui entretient la paysannerie en lui assurant un revenu annuel... C'est l'échec de la machinerie financière capitaliste des « prix, salaires et profits... » Plus la production industrielle capitaliste prospère moins elle peut garantir les prix agricoles. Le régime des prix est dépassé, il faut distribuer du pouvoir d'achat...

Nous voici donc placés, nous syndicaliste, en face d'une victoire « de fait » de notre théorie : l'abondance rend inopérante toute technique distributive fondée sur la méthode « prix, salaires et profits ». La fameuse loi de l'offre et de la demande se trouve entièrement désarticulée par le fait que l'offre devenant supérieure à la demande la vente se trouve stoppée, la production cesse d'être rentable, la rémunération agricole devient insuffisante...

Alors, l'Etat intervient dans le processus économique et verse aux producteurs agricoles le pouvoir d'achat, c'est-à-dire une monnaie de consommation que la production ne leur assure plus. Il n'est pas malaisé de prévoir que le jour ou le marché sera saturé d'automobiles, celles-ci ne se vendant plus sur terre et pas encore dans la lune, l'Etat devra encore intervenir, c'est-à-dire l'ensemble des contribuables, pour assurer aux travailleurs en chômage un salaire décent.

Cette marche du progrès provoquant la saturation de tous les biens industriels, on peut prévoir que les prix cessant les uns après les autres d'être praticables, les salaires et les profits ne seront plus de saison ,et que, dans l'abondance générale, la distribution gratuite des biens et des services deviendra une nécessité.

Notre rôle n'est-il pas magnifique, alors que l'évolution économique nous assaille de toutes parts pour s'étonner que l'économie libertaire et syndicaliste ne se place à la tête du combat où, seule, elle peut apporter aux hommes écrasés par leur victoire, les certitudes constructives qui éclosent de ses théories lucides sur tous les plans du devenir humain ?

Dans l'apathie générale, la veulerie qui résulte d'un égoïsme imprévoyant, nous pouvons reprendre la formule d'un camarade : nous sommes les *pilotes* d'un monde égaré dans une tempête économique, et sommes malheureusement les seuls à pouvoir sauver ce monde de la perdition.

Cela ne vaut-il pas que tous les libertaires rallient le même mouvement syndical afin de participer avec plus de dynamisme et d'efficience à jeter dans les esprits somnolents les ferments d'une économie nouvelle, les structures de l'égalité éconmique ?

Songez-y, camarades de bonne volonté, car il faut faire vite avant que le désarroi et le désespoir des puissants ne jette l'humanité dans les charniers : la science guide nos pas, que notre volonté fasse le reste et le monde sera sauvé !

J. B.

AITON

Aiton est un fort, situé en Savoie. Il est le siège d'une Compagnie speciale regroupant les militaires (fortes têtes) de la métropole. Son effectif est de 112 militaires punis. Les méthodes de « redressement » rappellent les camps disciplinaires d'Afrique.

Ces méthodes sont les coups, les « promenades digestives » avec un sac chargé de cailloux, le mitard, les menottes conservées plusieurs jours.

Des condamnés s'évadent du fort et deviennent déserteurs, repris, ils y retournent, et leur traitement n'est pas amélioré...

Le 29 octobre, devant le Tribunal Militaire de Lyon, comparaissaient Jean-Pierre Bérésina et Roland Martin, tous deux accusés de désertion. Les défenseurs de ces deux soldats jugèrent bon de révéler les traitements subis par ces deux hommes qui ne réalisent pas la nécessité de la discipline militaire...

La description des traitements subis par les prisonniers, les témoignages de civils qui ont pu terminer leur temps d'esclavage et qui rapportent ce qu'ils ont dû supporter, la reconnaissance par le commadant du fort de ces actes par son audition où il déclare : « Chaque fois que je fus au courant des sévices, j'ai pris des sanctions » tout cet ensemble de protestations et de déclarations n'a pas fait une forte impression sur le commissaire du gouvernement qui déclare qu'aucune poursuite ne peut être engagée contre les prétendus responsables, et précise : Du reste, malgré cela, le ténuité des témoignages en cause ne peut, en aucun cas, cautionner et supporter une action de justice » ; en ce qui concerne les deux accusés, son appréciation est la suivante : « S'ils sont là [au fort d'Aiton], c'est qu'ils l'ont cherché. »

Les deux soldats qui ne comprennent rien à la grandeur du métier des armes sont donc condamnés à une année de prison ferme pour Bérésina et à huit mois de prison ferme pour Martin. Ils retourneront, à nouveau, au fort d'Aiton.

Nous ne sommes pas encore sous un régime similaire à celui de Franco, mais il faut reconnaître que les méthodes employées en France, se rapprochent de plus en plus de celles appliquées dans les pays de dictature.

Nous devons, chaque fois que les représentants de la violence portent atteinte à la dignité de l'homme, élever notre protestation et instruire tous les admirateurs de l'esprit de grandeur et de force, que tout cet étalage d'honneur et de gloire repose sur l'écrasement de toute morale. L'honneur n'est pas la pratique de la violence, mais celle de la fraternité. *« Les militaires professionnels ne sont pas tenus de raisonner, leur métier même leur fait un crime de cette faculté naturelle. »* .. Georges Clémenceau.

R. V.

A NARBONNE

DIMANCHE, 24 NOVEMBRE 1963, A 9 HEURES 30

GRAND MEETING

organisé par la C. N. F. française

avec le concours de

FEDERICA MONTSENY
ANDRE RESPAUT
RAYMOND FAUCHOIS

Appel aux croyants

Chers croyants :

Allô ! Allô !

Votre fertile imagination m'avait fixé le ciel comme résidence, j'ai le regret de vous faire savoir que le séjour que vous m'avez donné béatement est devenu un enfer !

Le paradis n'est plus !

Chaque jour, à chaque heure, à chaque minute, des engins monstrueux ayant pris possession du ciel, nous harcèlent et nous chassent...

Les ailes des anges sont violemment arrachées ! Il est vrai de dire qu'elles ne servaient à rien n'ayant aucun moyen de sustentation dans un espace sans atmosphère, mais elles symbolisaient le caractère poétique et désordonné de votre imagination...

Les âmes, compressées d'abord dans un Paradis que les fusées rétrécissaient tous les jours, se trouvent dispersées dans un cosmos beaucoup trop vaste pour que je le puisse surveiller...

J'ai donc décidé, ne trouvant plus la paix au ciel, de descendre sur terre et d'y habiter en contact étroit avec tous mes bons croyants qui prennent les vessies pour des lanternes...

Chers croyants !

Veuillez donc me trouver une résidence assez vaste, avec de nombreux pavillons, où je puisse vivre à l'abri des bourrasques du ciel...

Comme le diable serait laissé par mon exil, dans un état d'oisiveté préjudiciable à sa santé, et que de ne le point voir semblerait vous confirmer sa nature aussi mystifiante que la mienne, veuillez prévoir un pavillon à son intention...

Merci, chers croyants, et que le ciel ne tombe sur vos têtes fragiles et inspirées !

DIEU & CIE
Société à responsabilité limitee.

unesp Cedap Centro de Documentação e Apoio à Pesquisa Faculdade de Ciências e Letras de Assis

Rasgos del Congreso

DESDE el escaño de una delegación hemos seguido paso a paso, minuto a minuto, el curso apasionado, clarividente y laborioso del III Congreso Intercontinental de la CNT de España en el exilio.

La amplia sala, en forma de diadema, aparecía repleta de público y delegaciones, algunas de las cuales habían venido del lejano Marruecos, de Inglaterra y de los más recónditos lugares de la geografía francesa.

A pesar de que el Orden del Día no presentaba temas de auténtica novedad ni suma trascendencia, la militancia cenetista lo había tomado a pecho, enviando nutridas y múltiples delegaciones directas e indirectas, y a través de cuyos acuerdos se constata que la CNT vibra anímicamente como en los mejores tiempos de su prestigio y de su fuerza. Ni los años de destierro, ni las dificultades, ni los desencantos, ni las persecuciones ni las torturas y los asesinatos (en el interior) logran abatir el ánimo impertérrito de la que fue ayer la organización obrera más aguerrida, densa y revolucionaria de España y de Europa. Ello evidencia que los ideales e intereses que representa están sólidamente enraizados en la conciencia del pueblo y en la propia naturaleza de la historia.

Un Congreso sirve, entre otras cosas, para tomar el pulso a una organización, partido, entidad o país. Por las pulsaciones se sabe de su vigor o de su laxitud. El III Congreso ha revelado que la CNT y el ML español se hallan en perfecto estado de salud. Tomen buena nota los viles rastacueros del franquismo y los mil oportunistas de la política autoritaria que cifran sus esperanzas en ver a la Confederación dividida, acoquinada y desmoralizada.

Dentro de la pluralidad de conceptos e ideas que es la característica más genuina de nuestras organizaciones y de su federalismo funcional, los debates se han mantenido al nivel superior de una unidad subjetiva actuante y creadora. No faltaban quienes enamorados de las esquelas mortuorias creían que la militancia confederal iba a liquidar, a todo trapo, la Alianza Sindical so pretexto de que su actuación no había sido lo dinámica, eficaz y entusiasta que era de esperar. Que se iba a reabrir otra vez la vieja herida separatista que tan laboriosamente curara el Congreso de Limoges; que se iba por último a desaprobar, con furia, la gestión difícil del Secretariado intercontinental, sobre todo por la supuesta insuficiencia y parcialidad en el enfoque de las relaciones con la Organización del interior.

Nada de esto ha ocurrido. El Congreso ha ratificado naturalmente lo bueno, lo justo y lo útil, destacando (¡eso sí!) los errores y las debilidades para que no se repitan. Y la Organización reemprende su marcha animosa por los viejos caminos del exilio, que no tienen, hoy por hoy, más que un fin, una meta decisiva: la caída de la tiranía franquista y la liberación inmediata de los trabajadores españoles.

Una nota simpática del Congreso ha sido el contraste generacional que se marcaba en la diadema física de las delegaciones. Nobles cabezas pobladas por la nieve de los años; rostros vivos, frescos y alegres de muchachos que estaban recibiendo el bautismo militante de un Congreso ateo y libertario. Como eslabón de enlace la nutrida generación del 36, ya canosa, pero firmemente asentada en una posición lúcida que entronca lo mejor del clasicismo anarquista con la flexibilidad táctica que impone la circunstancia histórica y el tiempo complejo que vivimos.

En la Ponencia elaborada en orden al punto que versa sobre Cultura y Propaganda se habían dado cita por felicísima decisión del Congreso, las tres generaciones militantes. La vieja, encarnada en « Mingo » y Buenacasa, la joven, por tres delegados casi imberbes, y la generación intermedia, por un delegado de Toulouse y otro de la F. L. de París. La atmósfera reinante en la sesión de la Ponencia fue en extremo significativa. El anarquismo impoluto y encendido del compañero « Mingo » pudo congeniar perfectamente con el sindicalismo bonachón de Buenacasa, mientras que los jóvenes observaban, con deleite, cómo los « maduros » de la generación de «enlace» redactaban la Ponencia recogiendo la almendra de las opiniones distintas pero no distantes de un perfecto clima de entendimiento, claridad, afecto y armonía.

En pequeño esto ofrece una imagen viva de lo que fuera otrora la Confederación Nacional del Trabajo en los años gloriosos de su pujanza y de su heroísmo, y de lo que a nuestro juicio y por el contexto moral del III Congreso, quiere ser en el presente y en el porvenir de España.

CONRADO LIZCANO

Pro familias Granados y Delgado

Suma anterior, 4.066,57 francos.

Bernay (Eure): Juan Candelas, 10; Eduardo Marzal, 5. París: Tomás Guillén, 20; Ariel, 10. F. L., de Castres (Tarn): Isidro Martínez, 10; Isabel Hernández, 10; Martínez García, 10. Bessigny (St-et-M.); J. Gironés, 20. Champigny (Seine), Soler, 10; Chasse-s-Rhône: R. Roque, 10; Francisco, 10; H. Vico, 10; Andrés R., 5. F. L. Champclouson: Copapey, 5; Sanz, 3,60. Perpignan, Uno de Serós, 50. Bessan (Hlt.), José Albiol, 25. F. L. (FIJL) de Bruselas (Bélgica), 95. Nimes (Gard), Guiot, 10. Le Vivier (P. O.), G. Atares, 5. Chamont (Doubs), Antonio Alonso (dos veces), 35. California (USA): Ridao F., 24,25; un compañero, 24,25. St-Nicolas (M.-et-M.): R. Melich, 10; Agustín Martín, 10.

Total, 4.503,67 francos.

CARTAS AL CIELO

CON sus setenta y cinco años cumplidos, el compañero Serafín Fernández campea tan joven como cuantos quisiéramos luego de haber pasado sobre nuestras aibas cabezas tantas lunas y estrellas. Y es uno de los mejores fogoneros que tiene en Europa la Federación Obrera Regional Argentina y de los más aguerridos combatientes de la Confederación Nacional del Trabajo de España, circunstancialmente con sus cañones apuntando desde Francia.

Serafín Fernández se transterró o exportó de España, de Galicia, el año 1910. La nación española no ofrecía garantía alguna en aquel entonces a ningún caliente cerebro joven, y a los maduros y entrados en años les presentaba la factura por vivir en su suelo; un suelo desmantelado económicamente, maltrecho espiritualmente, con un régimen de los más funestos que aparecieron en el suelo europeo. ¿Qué ocurría allí?

Todavía no se habían enfriado los cañones recuperados de la manigua cubana. Se había fusilado un año antes a Francisco Ferrer y España entera se mesaba los cabellos y, en silencio, gemía por la muerte de tan ilustre hijo, cuya desaparición presagiaba la triste desventura en días aciagos para el país. Yo contaba siete años. Mi madre había ido al pueblo y trajo el periódico. Me encontraba al lado de mi padre. Tomar el diario en sus manos y rodar por sus mejillas las lágrimas todo sucedió en un instante. Fue la vez primera que le vi llorar; la segunda, cuando mi madre falleció.

España nada tenía que deparar a sus hijos. La guerra de Cuba llevaría intenso luto a los hogares de la nación. La guerra del Rif, bajo cuyas tramoyas se jusificaba la impericia militar y la inepcia política —porque con dos dedos de sentido común podría haberse llegado a un entendimiento con los cubanos y sus padrinos norteamericanos que ahora le arrojan unos huesos pelados a los mastines gubernamentales—, arreaba con la juventud para asesinarla entre las higueras de chumbo en las cercanías de Larache, Tetuán, Monte Gurugú.

Serafín Fernández hizo bien en salvar su vida, yéndose de España y en salvar su orgullo, que es patrimonio de toda persona decente. Como él primero y como muchos después, entre ellos yo mismo, nos hicimos mar afuera, con nuestras ilusiones, para desembarcar en cualquier puerto libre. Serafín Fernández recaló en el Río de la Plata, más propiamente, en Buenos Aires, en el año en que se cumplía el centenario de la independencia política. Y pese a que el país entraba en gran bullicio de actividad, porque se abría la Avenida de Mayo, se perforaba la tierra para hacer circular los primeros trenes subterráneos en América latina y comenzaba la fiebre para armar las instalaciones portuarias que darían categoría y comodidades a la navegación y a la República, este amigo y compañero Fernández se lanzó al campo, a la conquista de las tierras del sur.

Desde Buenos Aires a Bolívar, Pehuajó, Carlos Casares, hay apenas unos 400 kilómetros, que ya entonces podían trasponerse fácilmente utilizando los ferrocarriles ingleses. En aquel entonces ya el indio había desaparecido como enemigo. La tierra adquiría nuevos dueños que la compraban a precio bajo. Bahía Blanca acababa de nacer. Entre aquel ambiente y sumergido en el mismo confín de la provincia de Buenos Aires, confluyendo con La Pampa, Serafín Fernández alternó con los compañeros que en aquellos límites estaban vinculados al movimiento obrero de influencia anarquista a través del diario « La Protesta » y con legítimos detalles la influencia de las campañas que había sostenido.

Estos episodios, hilvanados por Serafín Fernández en sus « Recuerdos de la vida pampera », que editó « Umbral », de París, nos muestran, que en aquellos lejanos tiempos de hace medio siglo ejercía el movimiento anarquista en todos los sectores de la vida nacional. El compañero Ildefonso — otro nauta ibérico galaico francés, ex integrante de la Agrupación Boca y Barracas — le antepone unas muy justas palabras, no explicándose cómo un movimiento tan arraigado, declinó verticalmen-

te al primer apagón de la violencia. «Algo ha fallado en la base, en los fundamentos mismos de la acción proselitista. Algo que reclama meditado estudio».

« Desfiló por la Argentina lo más grande de la militancia internacional de fines del siglo pasado y principios del que cursa. Los primeros enlaces internacionales tuvieron lugar alrededor de 1875, desde Montevideo y Buenos Aires. Militantes franceses se propusieron fundar una sección de la Internacional. Pero ya existían allí grupos y publicaciones de inspiración anarquista, según registra Max Nettlau. El socialismo antiautoritario predominaba en el espíritu y en las prácticas combativas gracias a propagandistas de la talla de Esteve, Nido, Prat, Antonio Pellicer, Gilimón, Mattei, Grehage, Malatesta, Gori y muchos más. Siguió a éstos una brillante promoción de nativos de calidad extraordinaria, tales como Ghiraldo, Florencio Sánchez, Rodolfo González Pacheco, Teodoro Antilli, F. Guaglianone, Mario Andersón Pacheco y tantos otros cuyos nombres figuran entre los primeros en las Letras, en las Artes y en la Sociología de América del Sud ».

El relato de la actuación anónima del hombre del llano, del linyera, acosado por condiciones de ambiente a cambiar de lugar, por diferencia del sistema del trabajo, de las condiciones del suelo, apasionan a Serafín Fernández. Esta correría a lo largo de las vías del ferrocarril durante días y hasta semanas, de la que también se ha contagiado Ildefonso, constituyeron los primeros aportes ideológicos de las ciudades industriales al extenso panorama campesino. Algo se ha modificado por evolución de los medios de trasporte en la actualidad, pero lo cierto es que cada uno de estos pioneros, junto en la misma bolsa los enseres domésticos, llevaba también el periódico, el folleto y el libro. Y en cada pueblo donde se detenía dejaba la amistad, la camaradería del compañerismo, de la inquietud reivindicativa.

Los escritores anarquistas de la Argentina no han elaborado todavía la historia de esa corriente idealista que ya lleva casi un siglo recorriendo la población rural de uno a otro extremos. La civilización industrial fue debilitando estos arranques y la absorción de la mano de obra por parte de la ciudad restó de la campaña buena siembra a la causa anarquista. Mas todavía existen restos violentos que no pueden arrancarse del medio telúrico, como lo demuestra el caso del compañero Godoy, de todos conocido, que no se halla en ningún lugar donde hayan sido trazados caminos y la edificación anule las iniciativas. El caso Godoy es una demostración en pequeño de lo que, por razón de atraso en los medios de trasporte, lo fue en grande desde el año 1875 en que esta ausencia forzada algunas veces y otras provocada por imperativos de libertad, el suelo de la República fue asiento de aquellos precursores que Serafín Fernández admira.

El mencionado compañero Ildefonso agrega que era éste el «crisol en que se fundían y trasformaban las nacionalidades y razas más diversas en el aporte de sus costumbres, ritos y creencias. No fueron la masa de europeos, ya « civilizados », los más dignos de atención y de respeto en ese forjar de una misma civilidad. Los autóctonos ofrecían rasgos que aún perduran en notas acusadas. Son estos rasgos los que sirven hoy de referencias y ejemplo en el replanteo y estimación de una mentalidad y de un carácter que quiere mantenerse sudamericano, sin falso apego patriotero o tradicionalista ».

Estos « andariegos impenitentes, caballeros de una nueva cruzada, vehículo y humano correo de inquietudes, luchas y afanes, constituída por braceros, peones de campo denominados reseros, cosecheros, estibadores, sembradores, baqueanos, parejeros, domadores, esquiladores y toda una gama o nomenclatura de funciones surgidas por el modo de explotación semiindustrializada de la tierra, ganadería y derivados », ofrecieron a Serafín Fernández los ejemplos vivos y características anecdóticas que recuerda como una esperanza lejana. Es que el suelo americano tiene una atracción de rusticidad, de apego absorbente. La tierra llama al forastero y le ofrece el precario embargue del espacio abierto, del clima, que en escasos días del año hace descender el termómetro a cero grados en la provincia de Buenos Aires.

Serafín Fernández hace referencia a la acción de los gauchos y la FORA contra el capitalismo aventurero. Habla de la situación de los chacareros y de las resoluciones adoptados al respecto por los distintos Congresos, en particular cuando Florentino Giribaldi era su secretario. Hace mención del reformismo, del bombardeo que a las ideas revolucionarias hizo el socialismo político y autoritario, de los negreros de la Liga Patriótica, de « la semana trágica de enero, donde los burgueses provocaron los crímenes contra los huelguistas de Vasena en 1919 y en la huelga general en la que se exigió del gobierno la libertad de Simón Radwitzky en 1919 », que se vieron ayudadas por grandes masas obreras « no oficialmente adheridas a la FORA », por « el periodismo, el estudiantado y los medios artísticos, seres que estaban lejos de ser obreros ».

En ese recuento accidental de su contacto con el Movimiento anarquista, Serafín Fernández habla de la FORA y de la CGT; de « La Protesta », y de los acontecimientos en que le tocó actuar, registrados ya por Diego Abad de Santillán en la «Historia de la FORA», todo ello con esa frescura de la actuación, de la alegría tanto en las agrupaciones de los barrios de Boedo, como de Chacarita y Avellaneda, lo mismo que en general Pico, en Santa Rosa, que en Tres Arroyos. Y vuelve al trote Serafín Fernández con estas referencias de un compañero de antes, de los precursores, en esta etapa de la segunda juventud.

El compañero Serafín Fernández es « militante apasionado y ferviente de la Federación Obrera Regional Argentina, y continúa divulgando y defendiendo la AIT, es decir, la que mantiene normas, ideas, aspiraciones y prácticas propias a la fracción antiautoritaria de la Primera Internacional », dice Ildefonso. Esto es, que pulsa los recursos de la lucha como un abrazo anarquista que le hacemos llegar los compañeros del sur.

CAMPIO CARPIO

La resistencia de Madrid

CUANTO más acertado hubiera sido el título « Morir en España », pues a fuer que en tiempos de Homero, nuestra tragedia bien hubiese merecido llamarse «La Iberiada», con la particularidad de que los generales felones de la rebelión militar han sido y son más sanguinarios aún que los caudillos troyanos y aqueos. Madrid fue por antonomasia el corazón de la bravura ibérica; un corazón en el que afluían las arterias de la juventud española, las divisiones revolucionarias, el alma ideológica de las columnas anarquistas, socialistas o republicanas, pero auténticamente españolas. Cuando las divisiones internacionales llegaron a Madrid, los hombres de Buenaventura Durruti hacía muchos días que morían heroicamente para impedir el cerco de la capital. Cabe rendirse a la evidencia de que las brigadas internacionales contribuyeron en la defensa de Madrid, las cuales merecen los honores y el respeto de todos nosotros, pero los grandes olvidados de la película son los anarquistas y sus colectividades auténticamente ibéricas, por ser la máxima expresión de la lucha contra la sublevación del Ejército español.

Federico Rossif ha sabido unir todos los documentos cinematográficos adquiridos a fuerza de viajes por Europa, desde España a Rusia y en América, valiéndose de toda clase de argumentos para convencer a las autoridades respectivas. De todas estas secuencias, ha logrado hacer una obra intensa, humana, luctuosa y patética, cuyos personajes son la muerte en todas sus formas; el dolor, hasta el más entrañable paroxismo individual o colectivo. La vida incierta de los pueblos españoles y sobre todo, el hombre y su dualismo enigmático: bestia sanguinaria o noble misericorde como los santos ateos, cuando no fanático exaltado y católico, hasta lo absurdo de servirse de los evangelios de Cristo para asesinar sin formación de causa, la flor de la juventud española.

Entre esos personajes no faltan los generales fanfarrones, matamoros y soberbios, con sus arengas cuartelarias lanzando el estigma del odio. Los curas predicando la muerte y la exterminación total de todo enemigo o desinteresado de la religión, y los políticos ambiciosos, intransigentes tanto de derechas como de izquierdas incapaces de satisfacer las necesidades del pueblo ni de contener y reprimir la rebelión militar.

La acción se interpone entre la razón y la fuerza. Todo el mundo pasa a la acción directa para culminar al incontrolado verbo matar, como una función orgánica, simple como el talar bosques o segar trigo. Tantos cadáveres desparramados por las cunetas, por los bosques, frente a los paredones de los cementerios, boca arriba, boca abajo, doblados o estirados como troncos de árboles; expresiones vegetales, cuerpos que se desangran agonizando o cuerpos que pasan a unos segundos de la vida a la muerte cosidos a balazos por un piquete anónimo.

Tales son las primeras visiones alucinantes de la pesadilla hispánica comentada por Rossif y lloradas por los ojos metálicos de la guitarra. La guitarra es el lenguaje cromático en los arpegios del sentimiento ibérico. España la enseñó a gemir, y suspirar interpretando con sus milagrosas cuerdas, jardines, fuentes, riachuelos, nanas, cantos alegres o tristes fervientes de vida, o lacerados de amargura como los yermos desamparados de Castilla. La guitarra que sirve de fondo a la película de Rossif interpreta con el sonido elocuente lo que la imagen no lo consiguiera, y es el preámbulo de la imagen campesina, el fondo gris transparente, las mulas campanilleras, la tierra dura como el guijarro, los surcos trazados con el arado casi primitivo, como si arrancara España del fondo de las edades, para morir después en larga agonía como don Miguel de Unamuno al verla desmoronarse en un abismo de siglos medievales.

Rossif ha penetrado en el alma española para descubrir sus primeras raíces. De haber llegado más al fondo, tal vez hubiera hallado el principio mismo de las causas en las raíces pristinas del cáncer social. El cáncer que ha ido royendo en su organismo principal; el pueblo, a través de las generaciones, y estos tentaculos permanentes han sido siempre las clases hiperbólicas parasitarias de la nación exentas inclusive de impuestos, la corrupción total de todas las jerarquías militares, eclesiásticas, civiles o nobiliarias, las injusticias impunes de los poderosos, el caciquismo humillante y la incapacidad de todos los gobiernos monárquicos y republicanos sucedidos, salvo algunas excepciones. De tantas anomalías cabe señalar la usurpación de las tierras laborables desde la Reconquista, pasando a manos de grandes latifundistas, de la Iglesia o de propiedades aristócratas ociosos; plaga igualmente perenne en nuestro desdichado país; formando en síntesis un contraste vejatorio con la la miserable condición de las clases paupérrimas y desamparadas de la justicia, y el fraude de los poderosos. Es un error de muchos autores extranjeros presentar a España como un país pobre y primitivo socialmente, cuando ha intentado siempre sacudirse el yugo de sus opresores. España quemada viva en la hoguera de la Inquisición ha resistido al Santo Oficio durante varios siglos, resultando a la postre anticlerical y revolucionaria como lo probó en 1936 anteponiéndose a la rebelión militar no con una guerra civil, sino con una revolución social, que hubiera resultado triunfante de haber dejado solos a los españoles bregar contra los militares casi vencidos en los dos primeros meses de la cuartelada.

Federico Rossif merece todos los elogios por haber sabido exponer a las generaciones presentes y en particular a la juventud, un drama doloroso que dura desde 1936, ya que Franco sigue asesinando españoles sin formación de causa, fusilados tras una farsa sumaria o a garrote vil como a los dos compañeros libertarias Joaquín Delgado y Francisco Granado.

Las imágenes son realistas, crueles y desoladoras. La muerte acuciosa y expeditiva, planea soberana por las ciudades, aldeas y aldehuelas de España, cubriendo el suelo ibérico en pocos días de millares de cadáveres. Visiones alucinantes, orgías de violencia en la impiadosa ley del más fuerte.

Hemos tenido ocasión de hablar con Rossif, descubriendo en él un hombre afable y sencillo, con frente socrática y corpulencia atlética; sus frases no van con rodeos metafóricos; son palabras que le salen a flor de corazón con un fondo humanista para exponer todos los temas de sus películas. Viajero infatigable ha recorrido estepas para sorprender la vida de los animales y proyectarla después en la televisión.

Los documentos que presenta de nuestra guerra llevan todos un quid de emoción tan profundo, que los espectadores están obligados a sentir la causa verdadera de la razón. En todas estas secuencias se ve un pueblo cobardemente asesinado por el militarismo español y traicionado por las llamadas democracias; repúblicas, Estados o reinos disociados en la Sociedad de Naciones. Ahora bien, en los avatares de los años, el milagro de la historia se produce con la realidad del régimen de oprobio de los facciosos impuesto desde 1939, donde moralmente los vencidos de ayer resucitan con el tiempo. Ningún general ha conseguido victorias permanentes. Don Miguel de Unamuno, el don Quijote de Salamanca, lanzó a las claras lo que tenía que decir, se enfrentó él solo contra todos los generales de la rebelión y murió después de amargura o envenenado, pero su réplica al general Millán Astray ha quedado permanente en la memoria de los hombres: « Venceréis, pero no convenceréis ».

Rossif nos habla del rector de la Universidad de Salamanca, con una generosidad magnánima que hay que elogiar.

VOLGA MARCOS

(Continuará.)

Comité Antifasciste de Défense des Libertés

COMMUNIQUE :

Notre Comité constitué, à Evreux, par les organisations syndicales françaises et espagnoles en exil soussignées, appelle tous les antifascistes à protester énergiquement contre les arrestaions et les condamnations arbitraires qui ont lieu tant en France qu'en Espagne.

Par la presse, nous avons su que trois jeunes étudiants français de 17, 20 et 23 ans, arrêtés en avril, avaient été condamnés à 15, 24 et 30 ans de prison. Ils ont été « jugés » par le Conseil supérieur de guerre de Madrid, tribunal devant lequel étaient passés précédemment Grimau, qui fut fusillé, ainsi que Granado et Delgado que furent étranglés au garrot. Les « preuves » ne sont pas nécessaires devant ce Conseil de guerre, et si l'âge des trois étudians, Alain Pecunia, Bernard Ferri et Guy Battous aurait dû être leur meilleur avocat, il faut préciser qu'afin de sauver les apparences, un avocat d'office fut désigné : Me. Alejandro Rebollo, avocat militaire qui avait été précédemment attribué à Grimau, condamné à mort, et exécuté malgré les protestations de nombreuses personnalités mondiales.

Non content d'assassiner honteusement chaque jour en Espagne, les hommes épris de liberté, qui osent lui manifester leur hostilité, Franco poursuit de sa fureur homicide, au delà des frontières, jusque dans les pays où ils croyaient avoir trouvé refuge, les Espagnols antifascistes.

En France, le 11 septembre au matin, une vaste opération policière était déclenchée dans tout le pays. Des perquisitions furent effectuées au domicile d'une soixantaine de travailleurs espagnols qui furent arrêtés bien que ces perquisitions n'aient permis à la police de ne saisir aucune pièce compromettante. Sans plus de « succès », des perquisitions furent aussi effectuées au siège d'organisations syndicales et antifascistes françaises et espagnoles. Malgré cela, dix-sept militants sont encore emprisonnés sous l'inculpation « d'Association de malfaiteurs ».

Il est intolérable que les premiers combattants antifascistes puissent être arrêtés sans preuve, à la suite de marchandages politiques.

Il est intolérable que l'on tente de déshonorer en les qualifiant de malfaiteurs, ceux qui ont lutté contre Franco et contre les armées d'Hitler et de Mussolini, tant que le sol espagnol que sur le sol français.

Nul ne peut ignorer que les Espagnols étaient nombreux dans les maquis français depuis la première heure, qu'ils étaient nombreux dans les corps de débarquement qui ont contribué à libérer la France et qu'ils ont versé leur sang sans marchander dans la lutte contre le fascisme. Si l'on prétend que ces hommes qui veulent abattre le régime illégal de Franco soient qualifiés de « malfaiteurs », il faut convenir que ceux qui conspiraient à Londres contre le régime de Pétain étaient aussi des « malfaiteurs ».

Qui oserait aujourd'hui l'affirmer en France ? En vérité, tout cela n'est qu'une imposture grossière, mais nous nous sentons intimement solidaires de tous ces emprisonnés politiques courageux et honnêtes dont le seul « délit » consiste en la volonté farouche de vivre libres dans leur propre pays.

Les travailleurs de France ne laisseront pas mourir dans les prisons ces ouvriers espagnols : maçons, chaudronniers, mécaniciens, ébénistes, dessinateurs, ajusteurs, etc., arrêtés à Paris, Grenoble, Saint-Chamond, Avignon, Roanne et Toulouse.

Les organisations syndicales constituant le comité antifasciste de défense des libertés ont décidé de lancer pour commencer une pétition dans le département de l'Eure. Elles souhaitent que les responsables des divers syndicats de chaque entreprise prennent contact pour collecter les signatures et les retourner très rapidement à leur organisation ou au Comité Antifascistes — Bourse du Travail — Evreux.

Les organisations syndicales constituant le comité précisent qu'elles ne considèrent cette action que comme une première étape pour obtenir la libération immédiate de nos camarades emprisonnés sans motif.

C. G.T.-Force Ouvrière.
C. F. T. C.
C. N. T. d'Evreux
Fédération de l'Education Nationale.

CONSEILS UTILES

(Suite de la première page.)

Allocation principale au taux de l'allocation aux Vieux Travailleurs Salariés des villes de plus de 5.000 habitants : 723,80 francs. (Cette allocation se substitue au complément de pension).

Revalorisation :

Comme la pension de l'Ordonnance du 19-10-45.

Rentier :

1° Une pension revisée (art. 14, loi du 27-3-51) si la rente correspond à 10 ans de versements valables.

Cette revision *doit être demandee.*

Le taux est déterminé comme ci-dessus indiqué.

2° Une Rente Majorée :

(Art- 45, loi du 10-7-1952), si la rente correspond à moins de 10 ans de versements.

Le taux est celui de l'allocation Vieillesse minimum : 344 frs si les ressources sont inférieures à 1.700 frs par an pour une personne, et de 2.250 frs par an pour un ménage.

Pension de reversion :

Age : A partir du 55ème anniversaire du conjoint survivant.

Condition :

Etre conjoint survivant non divorcée ou séparée de corps d'un assuré décédé qui était titulaire au titre du décret-loi du 28-10-1935, d'une *pension réversible* ou d'une *rente réversible* provenant de 10 ans d'assurances. (La demande de réversibilité doit être formulée par l'assuré sur la demande de liquidation de pension).

Note. — Lorsque le décès de l'assuré est postérieur au 31-12-45, les titulaires d'une pension de réversion du décret-loi peuvent, le cas échéant obtenir la pension de veuve ou la pension de reversion des articles 75 et 76 de l'Ordonnance du 19-10-45.

Rentes de reversion :

Etre conjoint survivant d'un assuré décédé qui était titulaire d'une *rente réversible* de moins de 10 ans d'assurance.

Taux : *Pensionné ou rentier de réversion :*

50 % des éléments A. S. attribués au conjoint décédé.

Enfin, les pensionnés ou rentiers et pensionnés de réversion bénéficient de l'assurance maladie art. 72 (remboursable à 80 %).

N. B. — Nos lecteurs comprendront ainsi la complexité de notre fameuse Sécurité Sociale en même temps que les difficultés qu'il en résulte.

D'autre part je précise que ce régime est toujours en vigueur.

CAMILLE ANDRES

MAURICIO CRANSTON

UN DEBATE IMAGINARIO

ENTRE

Carlos Marx y Miguel Bakunin

Ediciones «UMBRAL»

Precio, 1 franco.

Relación nominativa de detenidos

BILBAO (OPE).He aquí los nombres de treinta detenidos antifranquistas:

Fernando de Aguirre; Azpiazu, de Algorta; Iñaki de Ayestaran, de San Salvador del Valle; Josefa de Barañona, de Las Arenas; Jesús Basurto, de Gallarta; Eloy de Barrenetxea; Antolín de Bilbao, de Sestao; Kepa de Enbeita, de Múgica; Alejandro de Etxeberria, de Portugalete (empleado 31 años en la General Eléctrica); Garbike, de Algorta; José de Errueta, de San Salvador del Valle; Josefa de Ituarte, de Santurce; Francisco de Iturrioz, de San Sebastián y su novia alemana (detenidos a las nueve de la noche del día ocho, en Bilbao, cuando paseaban por un parque público); Eleuterio de Jauregui, de San Salvador del Valle; Andoni de Jauregui, hermano del anterior; Iñaki de Madariaga, de San Salvador del Valle; Jon Nicolás, de Algorta (el aparejador); Magdaleno Ortiz de Zarraonaindia, de San Salvador del Valle; Francisco de Olano, de Sestao; Heraclio de Otaola, de San Salvador del Valle; Sabino Sata Coloma; Santaolalla, de San Salvador del Valle; Valentín Solagaistua; Solaegui y sobrino, de San Salvador del Valle; Antonio de Uranga, de Gallarta; J. M. de Urbiztondo, de San Salvador del Valle; Germán de Urbizu, de Algorta; Javier de Ureta, de Galdames y Uriona, de Santurce.

CRONICA INTERNACIONAL

(Viene de la página 4.)

signo libertario, las ideas anarquistas quedarían destinadas al olvido, reducidas a elemento de archivo o de museo. Treinta y dos años después de pronunciadas tales opiniones se puede calificar la importancia que encerraban.

***

Era entonces Montevideo un nutrido centro de actividad anarquista. Constituía aún la F.O.R.A. sólido punto de apoyo, con sus locales y con su imprenta. Florecían iniciativas de todo orden alimentadas por militantes de reconocida solera, entre quienes recordamos a Luis Fabbri, Hugo Treni (Fedeli), Francisco Carreño, Minotti, T. Lorenzo (más bien dado entonces al individualismo), Roberto Cotelo, Danunzio, Mayonillo, Ermacora Bressatti, Miguel Ramos, Arcelles... Me refiero aquí ya a por lo menos cuatro tendencias ardientemente discrepantes. Cuento apenas los procedentes de la F.O.R.A. argentina que componían de por sí dos bloques antagónicos... hasta el derrame de sangre fraterna.

En el orden de actividades constructivas se perfilaba una entente F.O.D.U.-U.S.U.; se concretaba una Universidad Popular de singular importancia; un Ateneo Libre, dos bibliotecas de base. L. Fabbri inició la publicación de «Studi Sociali»; se constituyó una Comisión de Relaciones Internacionales Anarquistas, Comisión que decidió la publicación del periódico «Tierra». El órgano de la F.O.R.U. «Solidaridad», aparecía regularmente; proliferaban mitines, conferencias públicas...

Una especie de comunidad de fines había logrado establecerse por encima de tendencias y de diferencias. Se allanaban viejas discrepancias personales y todo ofrecía la perspectiva de un futuro promisor. Dos causas visibles operaban en beneficio de tal fraterna actitud: Primera. La solidaridad hacia los deportados de la Argentina y la campaña pública emprendida contra la dictadura uriburista. Segunda. La situación española que, con el advenimiento de la República y el resurgir de la C.N.T., aparecía como esperanza vital y concreta.

Vale decir que la causa primera de las discordias y de las desavenencias internas se reafirma en la inercia y en la inactividad, en la desconfianza en nuestros propios valores, en algo así como una pérdida de fe en nuestras concepciones. En suma: en un desequilibrio interno justificado por infinitas, por innegables vicisitudes. ¿Qué podría contribuir a recupetar el equilibrio? Nuestro amigo Fontaura nos escribe y apunta una idea que en otra ocasión comentaremos. Algo que apresuraría el periodo de gestación que se refería Alaiz.

unesp Cedap Centro de Documentação e Apoio à Pesquisa Faculdade de Ciências e Letras de Assis

ANTENA

PRESO POLITICO

LISBOA.—El escritor Alves Redol ha sido detenido por la P.I.D.E. por su oposición a la dictadura. Redol está en la vanguardia del neo-realismo portugués, posee el premio literario «Ricardo Malheiros» y es miembro distinguido de la Sociedad de Escritores Portugueses.

¿CAMPO O LAGUNA?

MADRID.—El director general de Aviación Civil ha hecho pública una nota en la que conviene que el campo de Aviación de Barcelona (Muntadas, o del Prat) se encharca en días de lluvia y se inunda a la menor avenida del río Llobregat, convirtiendo las pistas más propias para elevar y recibir hidroaviones que para servir a los aparatos con tren de aterrizaje.

EL HAMBRE, COMO FOMENTO DEL TURISMO

MADRID.—Las más recientes estadísticas sobre la emigración española a Europa aseguran que existe más de un millón de trabajadores españoles diseminados por el Viejo Continente. Sólo en Francia se calcula que residen 600.000 compatriotas.

PREMIO A LOS TRABAJADORES DEL TRIGO

MADRID.—«Un proletario olvidado». Con este título el diario «Pueblo» publica un artículo en el que se dice que los trabajadores que carecen de tierras y sólo tienen empleo intermitente alcanzan la cifra de un millón de hombres. Los pequeños agricultores, que apenas pueden atender su subsistencia, ascienden a dos millones

«SEÑOR RIO, ME RIO DEL RIO»

SEVILLA.—Gracias a la incuria del Gobierno, el Guadalquivir se «achata». Su fondo se cubre de limo frenando a los buques que suben a este puerto, el único interior de España. Ultimamente, los cargos «Sportillo», «Campillo» y otro cargado de abonos quedaron varados antes de pasar la Punta del Verde. Para salir del atasco tuvieron que atender el movimiento de pleamar. En otro aspecto, al perder profundidad las aguas se extienden por las riberas, ofreciendo pábulo a las inundaciones, que, como es sabido, en estos últimos años han sido graves. El gobierno promete solución con el proyectado canal Sevilla-Bonanza (sesenta kilómetros más de navegación), pero esto es otro rezo a la Macarena.

MAL EJERCICIO

BEASAIN (Guipúzcoa). — En el límite de los pueblos de Lezcano y Ataún, en una peligrosa curva junto al puente sobre el río Agaunza, se ha producido un mortal accidente del que ha sido víctima el sacerdote Hilario Arseñus, de 35 años de edad, con residencia en Erandio (Vizcaya). Mientras que su compañero, también sacerdote, Emilio Gandiara ha sido trasladado a San Sebastián, en gravísimo estado. Ambos se hallaban en esta población haciendo ejercicios espirituales y se habían desplazado en motocicleta a Ataún, con el fin de visitar a un compañero de seminario.

SIEMPRE EN LA COLA

MADRID.—«Arriba» publica un editorial sobre la Universidad Española. En él podemos leer la siguiente estadística: Origen de nuestros estudiantes universitarios: de la clase alta y media (más de 120.000 pesetas anuales), 61,4 por 100; proceden de la clase media (entre 60.000 y 120.000 pesetas), 20 por 100; proceden de la clase baja (entre 25.000 y 60.000 pesetas), 11,2 por 100; proceden de la clase más baja (hasta 25.000 pesetas), 7,4 por 100. El periódico trascribe otra estadística, la del número de dólares que se invierten en la educación en diferentes países según datos de la O.C.D.E.: Estados Unidos, 108 dólares; Rusia, 104; Francia, 35; Bélgica, 39; Japón, 13; España, 3.

ACTUACIONES JUDICIALES

MADRID (OPE).—El grupo de detenidos en esta capital ha sido completado con otras dos detenciones, en Sevilla y Valencia. En Madrid, como dijo la prensa, fueron comprendidos en la medida José A. Sánchez Ferlosio, Javier Pradera, J. Ferrer Marine, Juan A. Matasanz, F. Sánchez Drago, A. Fernández Santos y Angel de Lucas. En los interrogatorios han sido objeto de las preguntas las relaciones con personas que actúan diciéndose socialistas. También buscaban los policías una película antifranquista de la que han conseguido hacerse con los distintos rollos. Todos estos han sido procesados, así como Angel Chiclana detenido en Sevilla, y Angel Sánchez Gijón detenido en Valencia por propaganda ilegal en causa que sigue el Juzgado número 13 de Madrid.

LOS SALARIOS EN ALTOS HORNOS DE VIZCAYA

BILBAO (OPE). — Una estadística concerniente a 3.834 operaciones de los que trabajan en Altos Hornos de Vizcaya establece que los salarios más la prima ascienden a 96,90 pesetas en la escala inferior y van subiendo hasta 166,60 pesetas, con más una escala de antigüedad de 3,50 por 100 aproximadamente por cada cinco años de permanencia en la nómina.

La jornada es de 48 horas semanales y el día de descanso se percibe un jornal inferior en un 30 por 100 al indicado. Perciben también el plus familiar y tres sueldos dobles de 30 días según el importe de los días de descanso. Disfrutan de 15 días de vacaciones al año.

HACE VEINTE AÑOS

BILBAO (OPE).—Han pasado cuatro lustros exactamente de algunos raids que hicieron los aviones aliados sobre Colonia, a consecuencia de los cuales resultó con desperfectos de bastante consideración la catedral de dicha ciudad. En «La Tribuna Illustrata» (suplemento ilustrado del periódico fascista «La Tribuna») se publicó en colores un dibujo exageradamente «escalofriante».

Seis años antes ni la citada «Tribuna» ni las demás «tribunas» fascistas «illustratas» o no, no protestaron de la destrucción de dos iglesias en Durango, fechoría perpetrada por los aviadores nazis.

POLITICA DEL DIA

MADRID.—El intitulado «falangista de izquierda» y director de «Es Así», González Vicén, ha encabezado una lista de 56 firmantes que piden al Gobierno que investigue lo de los tormentos infligidos a mineros, para que sean castigados los verdugos o los 102 intelectuales en caso de que la denuncia de estos resultara falsa. En el mismo comunicado se ataca al ministro Fraga Iribarne por haber hecho burla de dos mujeres rapadas al cero por los represores de la huelga de Asturias. Hay que añadir que el documento de los 102 se ha repetido con nuevos datos bajo la firma de 188 intelectuales.

Por su parte, Gil Robles ha notificado a Juan II que su grupo socialcristiano sólo apoyará a la monarquía en el caso de que ésta ascienda y se desarrolle dentro de las normas vetazmente democráticas.

LO QUE SE PUBLICA

«PORTUGAL, HOY», *por Edgar Rodrigues, Ediciones F.I.J.L., Caracas.*

El compañero Edgar Rodrigues es lo suficientemente conocido para que tengamos que destacar su persona. Su temple libertario y su indómito combatir contra el salazarismo están a la vista de todo el que lea nuestras publicaciones y adquiera nuestros libros. En este folleto Rodrigues señala una vez más los vicios, los atrasos, las injusticias, los crímenes de la dictadura salazarista citando hechos, nombres de verdugos y víctimas, equiparando la P.I.D.E. a las peores policías totalitarias, revelando al mundo civilizado la reactividad del campo de la muerte de Tarrafal, equivalente a un Dachau o a un Buchenvald. La quiebra económica del sistema, la miseria del trabajador portugués, las terribles represiones que se abaten sobre los pueblos colonizados ahora en saludable rebeldía, son descritos con trazo sobrio y no por ello menos contundente. La firmeza opositora es igualmente descrita, lo que, junto con la fuerza documental que avala al texto, hace de este opúsculo un breviario de las angustias y de las esperanzas del pueblo lusitano y de los pueblos exteriores por Salazar oprimidos.

«FRANCO Y EL QUINTO MANDAMIENTO». *Folleto editado por SIA de Venezuela.*

Este escrito (cumplido a la extensión de 36 páginas) arranca de la bárbara inmolación de los compañeros Granado y Delgado, pero ofreciendo un contorno de injusticias y calamidades «jurídicas» perpetradas en España y en distinos países en determinado ciclo de tiempo. El índice acusador del intelecto liberal hispano se levanta y se mantiene acusador por las inmolaciones de anarquistas en el trágico castillo de Montjuich, especie de preludio de las matanzas de personas libres hechas por la reacción mundial en la Alemania de Hitler, en la Italia de Mussolini, en la China de Ckang-Kai-Chek, en la España de Franco, monumentos de genocidio, de vergüenza humana que comparan desfavorablemente nuestra época con las más tétricas de la Edad Media.

Este meritísimo folleto entra en un juego afortunado de estadísticas, descubriendo, mediante ellas, el incalificable cinismo de la propaganda franquista que habla persistentemente y campanudamente de «muertos en manos de los rojos», sin citar un solo caso de crimen falangista con haberlos, del 18 de julio de 1936 a nuestros días, cometido en número incontable, más cifrable en varios centenares de miles y ejecutados de la manera más cobarde y repugnante. Incluso en la secuela del «liberalismo del régimen» penas de muerte son ejecutadas contra reos políticos, contra delincuentes de opinión que en otro país no serían ni siquiera detenidos. Las penas de 20 y 30 años de presidio, con ser enormes, causan en España una cierta satisfacción por aquello de unas vidas sustraídas a la muerte, ese dolor final que tanto satisface a Franco cuando lo causa a sus opositores.

Al mérito estadístico, este opúsculo añade el de la documentación comprobable, el del valor probado de jóvenes libertarios, cuyo resumen de muertes heroicas escalofría; terminando, tan recomendable escrito, con unos recortes de Prensa favorables a nuestra causa debidos a ilustres periodistas extranjeros.

Sólo nos resta felicitar a SIA venezolana por su contribución —¡cuán valedera!— al mérito de nuestro Movimiento y a la libertad de España.

(Ambos folletos pueden pedirse a nuestra Administración.)

Le Gérant responsable
R. FAUCHOIS

Imprimerie des Gondoles
4 et 6, rue Chevreul
Choisy-le-Roi (Seine)

DISCOS

Carta sin sobre al compañero Francisco Rebordosa (Canadá).

Querido compañero: Los activos te seguimos, y por tu matiz idealista y solidario te estimamos. En el Canadá —segunda escala tuya del exilio— te comportas en bueno que eres sin tener en cuenta prejuicios carnetistas. Ves al amigo en peligro y te abocas en favor suyo. Muy humano.

Este compañero Bernabé García Polanco —que ahí quieren enviar a España— es conocido de nosotros. Es un gaditano «pura sangre»; debe tener algo de Salvochea. En Estocolmo era la pesadilla del compañero Rüdiger. No le callaba nada. En el mar cabalgaba el cargo sueco que hincó proa contra el costado del «Andrea Doria», hermoso buque italiano. Hubo muertos, y es cierto lo que te dijo. De la negra tinta de las olas nocturnas oyó un grito infantil desgarrador: «¡Socorro!», así, en español claro. Sin vacilar, con ese impulso que nunca lo deja, García Polanco se arrojó al agua a ciegas y salvó a la chiquilla, y es capaz de haber salvado, allí, a otras vidas. La niña resultó americana, pero crecidita en Madrid, donde su padre —muerto en el accidente— era corresponsal del «New York Times». Consiguientemente, García Polanco resultó agasajado en la propia redacción del gran diario neoyorkino, agasajo al que quiso sumarse el cónsul de Franco, del que nuestro héroe se sacudió a la brava, como bravo que es... La Prensa americana de aquellos días se ocupó, ampliamente, de nuestro héroe anarquista con relatos y fotografías.

Un tiempo después lo tuvimos en París «recalado». Trató de establecerse y no pudo. De haberse quedado nos habría proporcionado traducciones del sueco. Pero la nostalgia del mar, de la aventura, lo llamaba. Y nada más supimos de él hasta ahora con motivo de su encierro, por supuesto terrorismo, en una mazmorra montrealense.

Al recibo de tu carta de alarma nos hemos movido. El Regional Zona Norte ha interesado a la Liga de los Derechos del Hombre; nosotros hemos recurrido a la Prensa, en paso negativo. Salvar a un hombre no es noticia; lo es, y sensacional, ofrecerlo a la voracidad pública sacrificado. La criminalidad de Franco interesa por las ventas extraordinarias de papel que proporciona. Del poeta Cristóbal Vega Alvarez tampoco la Prensa grande —¡ni la chica!— quiere decir nada aunque aquél lleve 21 años presidiado en Puerto de Santa María. Si por desgracia falleciera entre muros, su caso sería más negociable...

Pero no todo es miseria en este mundo, compañero Rebordosa. Una de las teclas pulsadas ha sonado maravillosamente. A una solicitud nuestra la dirección del «New York Times» de París ha correspondido. Ve de qué forma, conveniente y precisa:

«Le agradezco su carta del 3 de noviembre, la cual envío hoy mismo al editor de nuestro diario en Nueva York para su consideración, ya que pienso que la carta de usted puede interesarle.»

Eso es todo, y no es poco. Una gestión de Nueva York cara a Montreal puede equivaler a la libertad inmediata del compañero García Polanco, sin pasar por el aro de la extradición.

Con abrazos fraternales:

DISCOBOLO

CARCELERA

Mineros antifranquistas recluidos en la cárcel de Carabanchel

Francisco González García, Francisco Tulio García, Faustino Rodríguez García, Arsenio Díaz Muñiz, José Alvarez Pérez, Juan Díaz Zapico, Nicolás Cortés Antuña, Oscar Castañas Braña, José María Iglesias Campanal, Ramón López Vega, Honorato Martínez Barbón, Jesús Ramos, Manuel Graña Fernández, Ignacio Sanmartín, Francisco Rodríguez, Antonio López López, José Navarro Barca, Alfredo Pérez Pérez, Antonio Vázquez García, Jerónimo González Terente, Faustino Menéndez Sinesio, Manuel Antuña Neira, Amalio Braña, Antonio Paredes, José Cuesta García, Luis Mora, Faustino Rodríguez, César Fernández Fernández, Angel Delgado Suárez, José González Alvarez, José González León, Manuel Menéndez Menéndez.

OBREROS ANTIFRANQUISTAS RECLUIDOS EN LAS CARCELES DE LA SANTE Y DE FRESNES
(Fecha: 10 de noviembre)

Ros Monero, José Pascual, M. Sos Yagüe, Molina Abril, Municha Larranea, Salvador Gurrucharri, José Morató, Juan Quesada, Gonzalo Esteve, Ginard Fabregat, Martín Almendáriz, Bartolomé Flores, Ariño Sahun, Víctor Ferrer Otín, Martí Verdú y Agustín Sánchez.

Existe la posibilidad de cinco próximas liberaciones. Anteriormente fueron puestos en libertad los compañeros Nardo Imbernón, Cipriano Mera, Floreal Navarro, Enrique Ferrer Otín y José Ríos Cerdán.

Notas de América

ISMAEL VIADIU

Nos llega de Méjico una amarga noticia. El compañero Ismael, hijo de nuestros queridos amigos José Viadiu y Libertad Ródenas, ha sufrido un accidente en el Auditorio Nacional. Fue conducido de urgencia al Hospital Leñero, donde le curan heridas en los ojos, en una mano y otras partes del cuerpo.

La relación que da «El Universal Gráfico» dice taxativamente: «Ismael fue recogido cerca de uno de los sanitarios del Auditorio Nacional momentos después de que estalló una bomba o petardo que estaba dentro de la caja de unos de los aparatos sanitarios. Fue llevado primero al Hospital de la Cruz Roja y posteriormente al Leñero, donde se le amputó el dedo anular de la mano derecha y se le hizo una intervención quirúrgica en los ojos.»

Sobre el suceso, Ismael declaró que, aunque es enemigo del régimen gubernamental español, fue a la Exposición que dicha nación estableció en el Auditorium, y tras de recorrer diversos aparadores, ya que nada tiene en contra de dicha exhibición, fue a los excusados. Cuando maniobró la manivela del sanitario ocurrió la explosión que lo ha lastimado.

Noticias posteriores preven que el compañero Ismael salvará la vista, si bien el dedo indicado lo tiene ya perdido.

Nuestra solidaridad hacia el afectado y la repetición de nuestra estima a él y sus padres, que ya están en derecho de un mayor sosiego.

MANUEL CAMPUZANO

«Para mí —nos ha dicho Campuzano repetidas veces— sólo hay dos sacerdocios: el del periodismo y el de la enseñanza.»

Para el primero de éstos Miguel acaba de obtener el Premio Nacional de Periodismo, recompensa merecida por una labor tesonera que se remonta, en lo que a Venezuela respecta, desde los primeros días en que llegó a Venezuela, hace de ello veinte años.

Sin desmerecerlo, empero, en esta labor periodística, nosotros preferimos homenajear, sin premios materiales de ninguna especie, al maestro que tantas conciencias despetara y tantas inquietudes alentara entre una infancia que pasaría a integrar, y a engrosar, las filas de la España progresista, y ello desde el remoto 1912 cuando sin haber cumplido diecinueve años cargaba orgullosamente el título profesional de la profesión más famélica —«pasa más hambre que un maestro de Escuela» se suele decir en Iberia— pero también la más hermosa.

Hace unos días cayó en nuestras manos un número de «Norte de Castilla», periódico que se edita en Valladolid y que tiene una sección titulada «Hace 50 años». Este número, perteneciente al 30 de junio, señalaba que hacía 50 años, se había graduado de maestro Miguel Campuzano García.

Desde entonces la labor pedagógica de Campuzano no ha cesado, y la de escritor tampoco —colaboraciones suyas han ocupado las páginas de «Voluntad», «Solidaridad», «Acción Social Obrera», «El Luchador», «Acción y Cultura», «Solidaridad Obrera», «La Revista Blanca», «El Pueblo», «CNT», «La Tierra», «Cultura Ferroviaria», «Libertad» y la mayoría de publicaciones ácratas de las que tan prolijo ha sido el movimiento ácrata en España—, porque está en la base de su sangre, porque es su vocación, su sacerdocio...

COMUNICADOS

F. L. DE BURDEOS

Convoca a todos sus afiliados a la Asamblea que se celebrará el domingo, día 17, del corriente, a las nueve y media de la mañana, en la Bolsa Vieja del Trabajo, 42, rue de Lalande. Esperamos la puntual asistencia de todos los compañeros.

F. L. DE BRIVE

Recuerda a todos sus afiliados que las reuniones son el primer sábado de cada mes a las nueve de la noche en el sitio de costumbre.

F. L. DE PARIS

Asamblea general para el domingo día 24 de noviembre, a las nueve de la mañana.

F. L. DE OULLINS

Para el 17 de diciembre, a las nueve horas, reunión de la militancia de esta F. Local, en vista de un posible informe sobre los acuerdos del Congreso. En el lugar de costumbre.

PARADEROS

Se desea saber el paradero de Antonio Raluy Solans, de Pomar del Cinca (Huesca). Sus familiares quieren comunicar con él. Quienes puedan dar noticias del interesado, que se dirijan al compañero Antonio Rojano, 26, Grande Rue, Valence (Drôme).

— Paradero de Carlos Pérez Rodríguez, cuyo último apellido solía trocar con el de Figueroa. Su madre perdió contacto con él hace 19 años. Mide 1,71 de alto, moreno, ojos azules. Notificar a esta redacción o a Josefa Rodríguez, Quintana, 1, 3.º, Santiago de Compostela (Coruña), España. El reclamado podría hallarse en París o alrededores.

ADMINISTRATIVAS

Angel Ferrer. Hotel Astoria. Prince George (B. C.), Canadá.—Nos ha sido devuelta carta con el estado de cuentas de tu abono por avión de «C. S» y «Umbral». Los periódicos no los devuelven. Da nueva dirección si te has cambiado y paga suscripciones. Vas atrasado.

AVISO SOLIDARIO

Como todos los años, en favor de los compañeros ancianos o inválidos, se tienen a la venta TURRONES y PANECILLOS. De Turrón se dispone de Jijona, Alicante, Mazapán, Crema y Toledo. De todos se tienen las dos medidas: Grandes y pequeñas pastillas.

Pedidos «Combat Syndicaliste», 24, rue Ste-Marthe, Paris, X.

SUSCRIPCION

PRO COMPAÑEROS ANCIANOS O INVALIDOS

Mes octubre - Lista IV

Suma anterior, 747,10 francos.

F. L. de Marignanne, 18. F. L. de Marseille (agosto): Cuello, 10; Vega, 10. F. L. Marseille (septiembre) 29,75. Chamont (Doubs), Antonio Alonso, 10. Aubervilliers, Cuende, 10. Orleans, López Rojas, 5. Bernay (Eure): Juan Candelas, 10; Eduardo Marzal, 5. París: Francisco Galán, de Pantin, 5; Jarque, 10; Pistón, 5; T. Guillén, 10; Cano, 5; Jorge, 30. Francisco Isgleas, de Suresnes, 10. Un del Ram de l'Aigua, 10; un confederal, 10.

Total, 949,85 francos.

Mes de octubre - Lista V

Suma anterior, 949,85 francos.

Recaudado en el Congreso Toulouse, 17,46. Maisons-Lafitte, Juan García, 10. París: Pradas, 5; García Sancluz, 5. Figeaud (S.et-M.), Cándido Cacho, 5. Total, 992,31 francos.

PAGOS OCTUBRE

Pago 26 beneficiarios a 35 francos, 910. Giros envío, 24,60. Total, 934,60 F.

Restan en caja, 57,71 francos.

Distribución

J. C. y P. C., Toulouse; R. A., Mallermort (B. Rh.); M. C. y M. P., Troyes; J. I. y S., Chartres; J. M. y R. F., Narbonne; J. R., Olette (P.O.); R. S., Firminy; J. S., Créil (Seine); J. D., Osseja (P. O.); A. R., Aubagne (B. du Rh.); S. B., Aspres-s-Buch; M. F., Ganges; J. S., St-Denis; R. O., Vaux en Velin; A. G., Perpignan; R. M. y L. C., Bordeux; R. S., Béziers (Hérault); J. B., Paris; E. M., Noueux (P. et C.); P. S., Boigneville (S. et O.); G. U., Marseille (B. du Rhône).

SUSCRIPCION
PRO COMPAÑEROS DETENIDOS

Ingresos por CCP:

Vertou (L. A.), Beget, 5 francos. Grenoble (Isère), F. L. de SIA, 110; PSU de Paris, 200; por conducto Librairie Publico de Paris: Baunel, 5; Alaude, 3; Cova, 10; L. Porenty, 15; Houssard, 10; Bouvier, 50; Nabe, 50; Leceze, 10; Jousselin, 20; Un étudiant, 20; Poveda, 50; Forest, 20; Antoine, 30; Julien M., 2; Bogestad, 10; Groupe Ferrer, 50; Belleard, 50; Groupe AIT, 100; Dubost, 10; Delteil, 10. Total, 830.

Total de las recaudaciones publicadas por la F. L. de París, 11.634,40 F.

Total general, 12.464,40 F.

CARTELERA

EN BURDEOS

Gran fiesta, familiar, organizada por el grupo artístico Cultura Popular, el domingo día 17, del corriente, en la Bolsa Vieja del Trabajo, 42, rue de Lalande, a las tres de la tarde.

Teatro, varietés, juegos de entretenimiento, etc. Todo para pasar una tarde alegre y distraída, y más que todo solidaria.

FESTIVAL DE TEATRO EN ALBI

La sección «Amigos de SIA» organiza, para el 24 del presente mes de noviembre, una gran representación de teatro en la sala del «Patronage Laïque», rue Fonvieille, a las dos y media de la tarde.

El popular Grupo Artístico SIA de Montauban presentará, por vez primera en Albi, el drama en cuatro actos, titulado «El místico», de Santiago Rusiñol.

Se espera la presencia de todos los amantes del teatro a esta fiesta de arte dramático, al propio tiempo que se contribuye a engrandecer la obra solidaria que tan prestigiosamente realiza esta sección de SIA.

CUBA EN EL TAMIZ

(Una entrevista con Salvador García, ex secretario de la C. N. T. de España en Cuba)

por Víctor García

(CONTINUACION)

V. G.—*La invitación a la URSS sería, posiblemente, a medida de desagravio. Es de suponer que las iras de Castro se calmaron frente a la recepción que sólo otorgan a los « grandes » del comunismo.*

S. G.—Esto fue la escena final. La ira y los pies se los pararon antes. Con la llegada de Mikoyan y la seria advertencia que le debieron dar los viejos comunistas, el hombre se « desinfló » y de nuevo las aguas volvieron a su cauce. La propaganda del partido, incesante y tenaz, distrajo de nuevo la atención de las masas y algunos días después sacaron a relucir los cinco puntos del gobierno y ello les bastó para cubrir la desvergüenza y dar punto final al duro trance en que los llevó la actitud firme de los Estados Unidos.

V. G.—*¿Crees que delante de la fisura ruso-china, Castro jugará con dos barajas para asegurarse la ayuda económica soviética al tiempo que se suma en la línea dura de Mao Tse Tung?*

S. G.—Es posible que esto que considerábamos algunos una estratagema para distraer la atención de los occidentales, tenga a la postre ribetes de dura crisis entre los dos colosos bolcheviques. Los últimos acontecimientos producto de la reunión de Moscú de las delegaciones de esos países, las diatribas, ataques desenfrenados y por último los hechos y actos que observa el mundo en este pleito, nos llevan a la consecuencia de que algo grave amenaza las relaciones y convivencia de ambos países.

Debo decirte que Castro, al parecer, ha dejado muy atrás todo vestigio y posibilidad de adoptar posiciones por cuenta propia. Cuba, amigo mío, no puede jugar con dos barajas, ya que es una sola la que le permite subsistir en su precaria situación económica. Por otro lado, los líderes cubanos del partido fueron y son, perros falderos del Kremlin y ambas cosas me hacen pensar en la escasa posibilidad de alianzas con una China, demasiado pobre, demasiado lejana y sin el respaldo militar que tanto necesita Fidel.

V. G.—*Me imagino que el distintivo común de Latinoamérica, el antiyanquismo, está presente también en Cuba.*

S. G.—Sí, claro está, pero tiene unas características diferentes. Raro es el país de Latinoamérica que pueda escapar a esta línea de conducta unas veces justificada y otras veces por el eterno prurito de achacarle al ajeno lo que considero males nativos.

En Cuba en la actualidad vive la oleada de antiyanquismo, o mejor dicho, de anti-imperialismo, cosa proverbial en los regímenes bolcheviques.

Todos los males presentes, ocasionados en su mayor parte por la incompetencia, por la avaricia y por el saqueo de que están haciendo objeto los bolcheviques rusos, se cargan caprichosamente en el debe de los imperialistas. Si faltan materias primas para la industria, la culpa la tiene el imperialismo. Si escasean los alimentos, la culpa proviene del criminal bloque imperialista. Si abundan los presos y escasea la libertad, la culpa la tiene...

En cierta ocasión y de esto hace ya algunos años, un obrero muy perspicaz cansado de tanto cargar la culpa a los americanos, tuvo la feliz y acertada ocurrencia de decir en una asamblea obrera : « Encuentro bastante raro y extraño que los americanos tengan la culpa de nuestras actuales penurias cuando tanto alardeamos de que Rusia ha sobrepasado en muchos renglones a la economía yanqui ». Y para colmo y asombro de los presentes agregó : « Aquí sólo existe el bloqueo imperialista para traer productos a Cuba y no lo tenemos para que los rusos se lleven hasta la tierra de nuestra Cuba.»

V. G.—*¿Hay diferencia entre la administración de Kennedy con la de Eisenhower?*

S. G.—De una manera concreta, opino que existe mayor liberalidad y más facilidades para los anticastristas con la actual administración de Kennedy. Estos han hecho manifestaciones públicas de adhesión a los que luchan contra la tiranía implantada en la isla caribeña, cosa desconocida por la antigua administración. Prueba de ello es el recibimiento a la brigada de prisioneros repatriados por la fracasada invasión de playa Girón. Su tolerancia para los comandos cubanos dedicados a sabotear objetivos militares cubanos, etc. Si estas actividades que tanto daño han causado al régimen cubano han sido motivo de queja y hasta de prohibición a medias por la administración de Kennedy, ello lo considero en parte justificado por el loco y desmedido afán de los propios cubanos, ya que se preocupaban más de anunciar al mundo sus piraterías que de ser comedidos y repetir el golpe sin anunciar quien lo realizaba.

V. G.—*Todos sabemos que Castro se había ganado al pueblo todo en enero de 1959. ¿Cuándo empezó a perder su confianza?*

S. G.—El pueblo estaba con Fidel mientras sus actos y sus palabras lo hacían merecedor de su confianza.

Nosotros y todo el pueblo de Cuba debíamos apoyar a un hombre que exhibió como estandarte lo siguiente :

(Cita unas palabras de Fidel).

«Nuestros procedimientos, ¿cuáles son? El respeto absoluto a la libertad, a los derechos humanos, a la persona humana.»

«Matar no hace más fuerte a nadie... Porque sólo los cobardes y los esbirros asesinan a sus adversarios.»

«Llamarnos comunistas, ¿para qué? Llamarnos comunistas, ¿por qué?»

«No se sabe qué patraña va a inventar esta gente... hablando de barcos rusos desembarcando armas aquí...»

«Nuestra revolución es una revolución humanista, porque respeta todos los derechos humanos. Los presos son tratados mejor que nunca.»

Estas y otras frases con gran contenido humano, se vieron rubricadas con actos acordes con estas manifestaciones. Para sintetizar te diré que hubo un hecho que nos causó a todos profunda satisfacción por su contenido humano y progresista. Este tuvo lugar a los pocos meses del triunfo de la revolución y fue cuando suplantó toda la fuerza pública que se ocupaba del tránsito de la gran Habana por exploradores o Boys-Scouts. Aquello fue apoteósico con la particularidad de que el tráfico siguió funcionando con mayor perfección que con los antiguos policías.

El decaimiento, que podemos catalogar de general, ya que el parcial se inició enmascaradamente a los inicios del triunfo revolucionario, tuvo por escenario la descarada jugarreta, o mejor dicho, la mascarada llevada a cabo en el mes de julio de 1959 contra el entonces presidente de la República, doctor Manuel Urrutia. A raíz de este grotesco sainete de Fidel, dimitiendo de su cargo del primerato, los hechos tomaron un cariz vertiginoso, destacándose entre otros hechos, la eliminación arbitraria de diferentes secretarías de federaciones de Industria, elegidos libremente por los trabajadores, para suplantarlos por comunistas. El caso de Manolo Fernández, secretario de los artistas; seguidamente se produjo el atropello físico contra el comentarista radial doctor Conte Agüero, cuando se enfrentaba a los comunistas en su programa de televisión. Acto seguido sucedió el bochornoso acto de imposición de candidatos comunistas por el propio Fidel en el comité ejecutivo de la central sindical. Esto ocurrió en noviembre de 1959 y paralelamente la arbitrariedad y encierro contra el comandante Hubert Matos, hecho que originó la discutida y sospechosa desaparición del también comandante Camilo Cienfuegos.

De aquí en adelante para qué narrar. El asalto comunista a los puestos vitales de la nación se hizo sin recato ni cortapisas. Todo fue invadido con el consenso oficial y los opositores condenados al fuego eterno.

V. G.—*Ya que has mencionado a Cienfuegos, dime algo de él.*

S. G.—En mis conversaciones sobre el caso, sostenidas con la vieja guardia libertaria de Cuba, supe que el padre de Camilo había militado hace cuarenta años en el movimiento obrero cubano. Conocía nuestras ideas y hasta estuvo preso en alguna ocasión por la defensa de nuestros caros ideales. Hacía muchísimos años que no concurría por nuestro local social ni mantenía relaciones con la organización libertaria cubana.

En ocasión de mi viaje a Francia realizado el año 1959, tropezé en Toulouse con un sobrino de Cienfuegos que había sido miembro de uno de nuestros comités nacionales. Este compañero, llamado Ramírez, me entregó una tarjeta para su tío, a fin de que a mi regreso a Cuba lo saludase en su nombre.

Tan pronto llegué a Cuba, lleno de curiosidad por el padre y sobre todo por el hijo, fuí en compañía de otro viejo libertario cubano a visitar al padre de Camilo que por aquel entonces se encontraba enfermo en el hospital militar. Me atendió gentilmente, hablamos de las ideas, reafirmó su origen libertario. Lo vi vencido, sumiso al régimen y como era reciente la desaparición del hijo no consideré oportuno abordar tan delicado tema. Posteriormente hablé de nuevo con él y su léxico y actitud fue de defensa de la revolución.

V. G.—*Se ha dicho que Camilo era libertario. ¿Lo era?*

S. G.—Nada puedo decirte favorable a esta tesis. Parecía franco, sincero, con un carácter muy dispar al de sus hermanitos, verdaderos brutos y *bolcheviquizantes*. pero nadie puede asegurar que simpatizara con lo nuestro, al menos en lo que se llama o considera compañero por pertenecer o concurrir a nuestros locales. Mi opinión personal, es que tenía dotes de anarquista, pero la verdad es que jamás militó en nuestras filas. Creo que era anarquista por temperamento. Era por antonomasia el polo opuesto en carácter, en conducta, posiblemente por su educación paterna, al trío fatídico que integran, Fidel, Raúl y el Ché.

V. G.—*¿Y de su muerte?*

S. G.—Tocante a su eliminación física por los Castros, si a esto te refieres, mucho se ha comentado y especulado sobre el particular. Es posible que así ocurriera ya que el auge de Camilo era manifiesto en lo que a simpatías de las masas se refiere. Pero de eso a confirmarlo como afirmaran cierta prensa y muchos de los que se consideraban enterados, media un buen trecho.

(Seguirá.)

unesp Cedap Centro de Documentação e Apoio à Pesquisa Faculdade de Ciências e Letras de Assis

LE COMBAT SYNDICALISTE

3 PAGINAS EN ESPAÑOL

ABONNEMENTS : 1 AN
Version française ..... 5 F.
Version fco-espagnole .. 20 F.

★

Rédaction et Administration
Raymond FAUCHOIS
39, rue de la Tour d'Auvergne
Paris (9e) ● CCP 3724-37 Paris
et 24, r. Ste-Marthe, Paris (10e)
Tél. BOT 22-02. Tél. imprimerie : BEL. 27-73

Elecciones para concejales en España

EVIDENTEMENTE, se trata de otra farsa. Frente a la presión falangista del Gobierno los monárquicos se han abstenido de concurrir a esas « elecciones municipales » llamadas a cubrir el tercio municipal « familiar ». De haber concurrido esos señores, nada se habría adelantado : falangistas, carlistas y alfonsinos, todos son unos, todos estuvieron en la sangrienta gestación de la dictadura franquista.

La reacción española, frailistizada y militarizada hasta los tuétanos, en este tiempo, al parecer democrático, trata de salvar las apariencias fingiendo, sin entusiasmo, predisposición liberalizadora. Su mala voluntad para el caso no puede engañar a nadie en Europa, en América ni en ninguna otra parte del mundo. Pero las cancillerías y la prensa elefantiaco-capitalista tratan de engañarse engañando a los públicos, de cuya pateable conducta resulta esa nube de infundios, incluso de injusticias, que obligan a soportar al desdichado pueblo español.

Convencido de la impopularidad de su causa y del odio motivado que España le profesa, Franco no osa abrir las puertas de un plebiscito imparcial, ni siquiera amañado cual corresponde a las dictaduras. No se atreve a celebrar elecciones abiertas, conviniéndole esa parodia de gestación edilicia, sañudamente restringida y meticulosamente preparada para irrogarse un triunfo que no va más allá del umbral de El Pardo. Cierto que las propagandas conseguidas para estampar en las más gigantescas publicaciones del mundo (gigantescas por cúmulo de tiraje) a fuerza de ruegos acodados por millones de pesetas, dan un barniz de seriedad a la burda comedia electoral franquista. Pero también ocurre que a periodistas más sensibles a la verdad que al poder untuoso del Banco de España, les dé por publicar impresiones sobre la última «jornada electoral» de España, en la forma concreta y acertada que reproducimos :

« Madrid, 5 de noviembre. — Según datos oficiales, el 56 por 100 de los electores padres de familia han tomado parte en las elecciones municipales desarrolladas el domingo 3 de octubre en Madrid. En los colegios que personalmente hemos visitado la participación no ha sobrepasado el 25 o el 30 por 100 de los votantes convocados. Y aún débese precisar que el voto es obligatorio (y a tendencia única, añadimos nosotros) para los funcionarios.

» Para los observadores, el interés de estas elecciones residía en el hecho de que se trata del único escrutinio directo en España : los cabeza de familia eligen a sus representantes para un tercio de puestos municipales; las organizaciones sindicales y económicas se encargarán luego de cubrir los dos tercios municipales vacantes. La censura preliminar de la propaganda — las candidaturas en bloque no fueron autorizadas, motivando la no participación de los monárquicos — ha quitado todo interés a la pugna.

» En todos los distritos han triunfado los candidatos propuestos por el Movimiento. Todos los elegidos pertenecen a la generación que conoció la guerra civil, lo que parece indicar que en Madrid el Movimiento no está dispuesto a ceder paso a las nuevas generaciones. Haciendo caso omiso de las órdenes de la dirección provincial, algunos miembros de las juventudes falangistas se presentaron frente a la candidatura oficial, en vano.

» No siendo permitido presentar candidatura en bloque opositor, tampoco es factible de hacerse conocer particularmente si no se es muy rico. La propaganda electoral por distrito cuesta unas 300.000 pesetas; sólo la copia de la lista de electores que debe facilitar el servicio de Estadísticas cuesta 15.000 pesetas por distrito obtenerla. El Movimiento abona la propaganda de los candidatos de su apoyo y el presupuesto del Movimiento se nutre de los fondos del Estado... »

Nada más claro. Franco no sale ni saldrá de su « democracia orgánica ». Permanecerá en el Poder en fascista porque a el y al mundo « libre » así les conviene.

A nosotros el asunto electoral no nos importa. Pero vemos con agrado el desprecio que el pueblo español manifiesta por las farsas del franquismo.

OBRAS
de Felipe Alaiz

«Quinet», tomo I.
«Tipos Españoles», tomo II.
10,00 francos los 2 volúmenes.

¡ASTURIAS y LEON!

(Factores nuevos y nuevas modalidades)

por Acracio RUIZ

LA elocuencia de los hechos prueba cómo el valiente empeño de los mineros asturianos y leoneses constituye el primer jalón en la vanguardia de la lucha contra el régimen franquista. Si la realidad no engaña, la misma elocuencia confirma que ni los trabajadores del resto de España supieron corresponder al desgarrador S.O.S. de Asturias y León, ni el exilio llegó a calibrar el vasto alcance de esa lucha titánica cuya hombría y sacrificios entrañan una significación altamente heroica.

¿Por qué los trabajadores españoles, dentro de España, no han dado mayores muestras de solidaridad durante esas épicas y prolongadas huelgas que tanto dolores de cabeza están causando al franquismo? El temor se transforma a veces en traición inconsciente, y por el temor, la huelga de los mineros llegó a ser traicionada al no ser correspondida con acciones paralelas. Porque ninguno de los conflictos huelguísticos que vienen produciéndose en Iberia tienen por base la defensa de intereses limitados a determinadas zonas. Estos conflictos constituyeron, constituyen y constituirán, el medio de expresar un descontento que es generalmente sentido en las clases productoras de toda España.

La voz de Asturias, rebelde e inquieta, viene siendo la señal de alarma; la protesta contundente frente a una situación ya anímica; el arrojo de los valientes que no se arredran; la acción digna de los que no están dispuestos a soportar por más tiempo las indignidades de un régimen que a toda costa intenta mantener al pueblo español sumergido en la ignominia. León y Asturias, luchando por su propia libertad luchan asimismo por la libertad de España. Quiéralo o no el fascismo, esa gesta es una de las enseñanzas que los trabajadores españoles aplicarán tarde o temprano, persuadidos de que sólo la acción cohesionada logrará poner fin a los imperativos de un régimen genocida y mendaz, acusado ante la historia.

Durante las recientes huelgas de Asturias y León, el antifascismo español exilado permaneció en actitud durmiente. Si, durmió, porque de haber estado despierto y vigilante, de haber comprendido que es rama desgajada del tronco hispánico, de haber cumplido con su deber, habría prestado mayor servicio a ese afán de liberación reiteradamente expresado a lo largo del conflicto. Cuando nos referimos al exilio, debemos particularizar acerca de las organizaciones que del mismo forman parte. Esas organizaciones que debieran ser la levadura del pueblo productor y que, con más o menos posibilidades, tenían que haber vibrado al unísono de aquéllos que, en Asturias, también defendían la libertad del exilio. En estas circunstancias donde apenas juegan la intención y el acuerdo, debe primar un problema de conciencia revolucionaria, de solidaridad humana, y sobre todo esto, una exigencia de la dignidad personal y colectiva, de la que nadie debería escapar sin caer también en la traición, sólo sea como sinónimo de indiferencia.

En situaciones decisivas, los trabajadores españoles se han distinguido siempre por su acción solidaria. Con mayor razón en circunstancias excepcionales como las que nos ocupan. Si cada trabajador español exilado hubiera hecha suya la situación especial de los mineros que a la segunda semana de huelga tenían que soportar estoicamente la indigencia de los suyos; si hubiera compartido la inseguridad que engendra el hecho de verse acosado por tanto enemigo, si igualmente se hubiese visto victimizado por las continuas amenazas, y sentido en propia carne el castigo físico de los agentes del «orden»; si, en suma, no se hubiera carecido de la indispensable responsabilidad, entonces habría cumplido el exilio con su deber.

Es muy de lamentar que así no fuese, y de desear que así sea en lo sucesivo, ya que no ha de tardar la repetición que de forma reiterada se nos ofrece por los que en España aún tienen el coraje de seguir siendo hombres. Todo español exilado debiera aceptar la obligación de constituirse en enemigo en potencia del régimen que acaudilla el general felón, siendo al par portavoz de los anhelos del pueblo que sufre las consecuencias de esa implacable dictadura que humilla y desgarra a España. Si alguna misión tiene el exilio es ésta. No llevarla a cabo es volver la espalda al pueblo español; al pueblo que tanto se evoca y que con frecuencia se olvida en los momentos difíciles.

Pero hay más: Lo que por temor no hicieran los trabajadores españoles al alcance de las fuerzas represivas del franquismo y en el mismo dintel de la prisión, lo que por comodidad si no por cobardía fue incapaz de realizar el exilio, lo está llevando a cabo un nutrido grupo de intelectuales españoles sobre quienes se han volcado las iras de un señor ministro intoxicado de ínsulas baratarias. La intelectualidad española, que en cierto modo fuera antaño freno a las « exigencias » de la clase obrera, ogaño se hace eco de su infortunio y no repara en solidarizarse con los huelguistas frente a los atropellos de que han sido víctimas, recabando justicia, sabiendo que su protesta les acarreará trastornos al enfrentarse con la jerarquía del reinado franquista. Es ésta una gran lección, que debe causar sonrojo a cuantos tranquilamente se han limitado a presenciar el drama.

Esos intelectuales, esos hombres que no se resignan a guardar el silencio de estatuas cuando descaradamente se atropella y escarnece a indefensos trabajadores por un régimen que es vergüenza de España y debiera ser vergüenza del mundo civilizado, nos merecen gran respeto y alta consideración. También ellos deben ser dignos de nuestra solidaridad, por cuanto su actitud es la continuidad de Asturias y León mediante la asociación de intereses morales, pugnando por despertar los sentimeintos de un pueblo narcotizado y de un mundo sordo al dolor humano.

El músculo y el intelecto se han dado la mano; se han abrazado dentro de la desgracia que a mineros e intelectuales es común; y esa confraternización de sentimientos e inquietudes, esa acción solidaria, viene a crear nuevos factores que se sitúan frente a la cerrazón del régimen para exigir de éste aquello que por solicitud jamás podrá obtenerse de ningún tirano. Y esos nuevos factores constituyen a su vez una nueva situación que a nadie debe escapar.

Lejos de acceder a la petición formulada por los intelectuales, las autoridades franquistas están procediendo contra ello para disimular sus responsabilidades en Asturias y distraer la opinión pública. Otro grupo de 49 individualidades, artistas, escritores y profesores, han dado a la publicidad una carta solidarizándose con los autores de la primera, y pidiendo se abra una investigación sobre las circunstancias de la muerte del poeta Manuel Moreno Barranco. Mientras todo esto acontece, mientras arrostrando todos los peligros se pugna en España por poner en la picota al régimen franquista, el exilio continúa oyendo y guardando silencio. ¿Por qué? ¿No es ello un enigma? Si en realidad es cierto que preocupa la liberación de España y no se quiere ser cómplice de esa situación que año tras año viene criticándose; si en realidad no nos hemos convertido en momias enclaustradas, demuéstrese que aún somos dignos de considerarnos parte del dolor de nuestro pueblo y enemigos irreductibles de la tiranía que le es impuesta. Seamos conscientes de nuestra responsabilidad cumpliendo con nuestro inexcusable deber. Recabemos de propios y extraños, allí donde nos encontremos, la expresión solidaria hacia el pueblo que emerge pese a todos los contratiempos surgidos a lo largo de su calvario. No cejemos en denunciar las confabulaciones de esos goibernos que se intitulan democráticos, ya que en Occidente y en Oriente, y que por los más diversos procedimientos contribuyen, públicamente o a escondidas, a mantener ese foco de infección fascista en Iberia. Demostremos a los mineros de Asturias y León, a los intelectuales madrileños o no importa de qué rincón de España, a cuantos se erijan en protesta y a los que protestán en silencio, que el exilio no claudica ni capitula. No olvidemos que el silencio es producto de la indiferencia; y el ser complices por derivación; nos hallaríamos abocados a la traición.

Londres, noviembre 1963.

IMPRESION DE NOVIEMBRE

Pronto será invierno

NOVIEMBRE, cementerios, tumbas sembradas de crisantemos, coronas con inscripciones en letras de oro, ánforas de cristal, las asas en jarras, aflamencadas, mórbidas. Gentío. De ferial participa esto más que de necrópolis. Los difuntos deben temer que llegue este día, contrario a la lamentación de Bécquer : «¡ Dios mío qué solos se quedan los muertos!»

Fiesta provechosa para las iglesias (responsos), cererías (velas), confiterías (guirlache) y tiendas de flores.

De buena mañana se ven mujeres y hombres de riguroso luto, con abundantes flores, en dirección del Cementerio. Ofrenda de coéforos innecesaria, porque a los muertos, después de enterrados, hay que dejarles en paz.

En las cocinas de las casas pudientes, la pobrería recibe la taza de almendrada, más la parte de castañas cocidas al anís por el rosario completo que al amor de la lumbre en alta voz rezan, mientras doblan hasta media noche las campanas, ahuyentando a las brujas...

Penetra el infanzón haciendo piruetas en la cocina y, en la creencia de que los señores difuntos con lo rezado tienen suficiente, ordena cambiar de disco.

Petronileta :

— Blasfemia es esto en noche de ánimas.

— Pues en los teatros representan Don Juan Tenorio esta noche.

Magina Rodríguez :

— Antros infernales. ¡Condenación!

Petronileta :

— Suspendan el rosario, que el señorín va a decir un verso que se sacó de la cabeza.

Magina Rodríguez :

— ¡Condenación!

Petronileta :

— Según mi madre, su reverencia, señora tendera, es una ladrona que roba en el peso, por tanto está con una pata acá y otra en el infierno.

Alvara Coello :

— ¡Miente mi hija!

Régulo Sánchez :

— ¿Rezáis o me cubro y lío un cigarro?

Servilio Soler :

— Pronto será invierno.

Regla Tolosa :

— ¿En qué se conoce?

Servilio Soler :

— En el cielo, amarillo y con ojeras.

Regla Tolosa :

— Servilio Soler, ¿cree usted en Dios?

Servilio Soler :

— A veces, en el diablo siempre.

Movimiento de retirada.

Abuela Pía tómase del brazo de Alvara, su entenada, preguntando a qué hora pagarán los sufragios.

Otra rezadora averigua si habrá colación en crudo, a fin de recogerla.

Desea saber un peón si con no ir al campo pagarán el día de animas.

El ama de gobierno no da explicaciones.

Alúmbranse con faroles de aceite, la saya por la cabeza contra el frío y los hombros la manta.

...Aún suenan las campanas lúgubremente.

PUYOL

chispas

«En España no hay miseria. Todo el mundo viste bien.»

Eso dicen quienes van a ella con dinero y viven en Francia.

⁂

No es que creamos que en Francia se vista inmejorablemente, pero sí adineradamente.

⁂

En España hay buenos sastres, pero demasiados desastres.

⁂

Franceses o afrancesados que «veis» bienestar en España, os conduzco a la estación de Austerlitz para que identifiquéis a los españoles que vienen, por el traje raído, la tez pálida, la maleta con cinto de cuerda, y la bota al hombro.

⁂

Háblenme ya de Cataluña, del Norte y de las capitales madrileña, aragonesa y andaluza. Sus «productores» comen y visten justito gracias a once horas de trabajo por día. Menos, sería la miseria inmediata, el ¡olé! en ayunas; o un fandango muy serio al borde del cementerio...

Ja hi som !

⁂

Si el español come y se pasea decentemente, es que Franco le regala comida y traje.

No hay manera más imbécil de declararse falangista.

⁂

El español conoce Francia y España por comparaciones deductivas. No siendo totalitario, no necesita opiniones de refectorio ni de sastrería política.

⁂

Sé lo que pienso antes de leer el diario, y aun contra la opinión del diario.

⁂

Esa prensa paniaguada, peseteada, jocunda y nauseabunda: «Franco extingue el hambre.»

Con los hambrientos.

⁂

Castañuelas, manzanilla, manolas, toreros, cristeros, panderos y... panaderos.

¡Suerte de estos vacancieros!

⁂

Una corrida, un NO-DO,
une merienda en Granada;
así lo aprenden todo
sin enterarse de nada.

CHISPERO

Cuando volvamos a España

por Severino Campos

LA magnitud de las próximas tareas confederales nos pasa desapercibida. Pecamos de confiados y, como otras veces, probablemente tendremos que consolarnos con lamentos. ¿Situarnos en el lugar que nos corresponde? ¿Aprovechar las oportunidades que la historia nos depare? Sería un principio de muchas soluciones.

Hay que partir de una base de entereza y firmeza. Equivocados estamos si creemos, que por tener hoy algún contacto de buen tono con alguna fracción del antifranquismo, mañana encontraremos camino expedito en nuestra marcha ascendente. Los amigos de hoy, que con su lenguaje se nos identifican frente a Franco, dejarán de serlo mañana, cuando se revistan de autoridad, de poder, es decir, cuando sean hombres de Estado en función.

Afiancémonos bien. Sepamos distinguir lo que es conquista nacional y conquista social. No son líneas paralelas ni tareas complementarias. Una puede interesarnos muy poco, o nada; la otra reclama nuestra presencia, nuestro esfuerzo, nuestra atención más aguda y penetrante, y en algunos casos hasta el sacrificio personal. Así los comprendimos palpitando los ideales de la C.N.T., y tan bien como yo sabéis los miles de compañeros que hemoss perdido.

Las conquistas que sintéticen interés nacional no puede defenderlas la Confederación Nacional del Trabajo. De acuerdo en que es muy interesante, y urgente, librar a España del yugo franquista. Pero después de dar este paso, ¿en qué condiciones queda el pueblo? ¿Estarán garantizados sus mínimos derechos? Necesario es que pensemos en este extremo.

Uno de los imperdonables absurdos, al regresar a España, sería asentir a la libertad plebiscitaria como primera providencia de las llamadas grandes libertades. Eso será muy democrático, pero nada tiene de confederal. La C.N.T. no puede sumarse a esas inspiraciones; no haría otra cosa que elegir a sus opresores, y tal vez a los verdugos de sus mejores hombres.

Esos estadios de visión política los tenemos muy superados. Los problemas planteados, en España más que en otro lugar de Europa, son eminentemente sociales, de agobio incontenible, por cuyos motivos, la Confederación Nacional del Trabajo, es la primera que está en la obligación de abordarlos y contribuir a resolverlos. ¿Cómo?

Los axiomas del pensamiento libertario se presentan, como nunca, robustecidos de vigor y con una actualidad indiscutible. Pueden valer mucho en la próxima etapa del movimiento sindical. A los cuatro vientos podemos airear y proclamar que toda obra de prosperidad social, y de equidad humana, tienen su primer fuente de abastecimiento en el esfuerzo de los trabajadores. Esto quiere decir, en lógico y estricto sentido de justicia humana, que los que trabajan deben ser atendidos preferentemente.

Por infinidad de razones de sentido social, en uso de lo defendido tenazmente por la C.N.T., a los trabajadores nos debemos y con ellos tenemos que estar. Otras actividades, que no sean las del trabajo útil y honesto, no pueden ni deben interesarnos más que para combatirlas. Los gobiernos a oprimir; la burguesía a explotar. La Organización confederal está comprometida, en sus múltiples declaraciones y acciones, a ser manumisora efectiva de la Humanidad. Y los honores más elevados que pueda conquistar, al concursar a la solución de los grandes problemas, es ser consecuente con sus ideales y con sus promesas.

No podemos negar nuestro pasado; hemos de ratificarlo y tremolarlo con orgullo. Nos inclinamos a creer, no negaremos las virtudes que han sido admiración del mundo trabajador. La C.N.T. podrá sí, resistir algún desgarre, alguna defección, pero el precedente de nuestros primeros internacionalistas, el raudal de sacrificios fluído de sus más sinceras representaciones personales, por encima de todas las contingencias tendrá continuidad y prosperidad. No faltarán los que honrarán y prestigiarán las ideas libertarias.

Así, pues, cuando volvamos a España, a pesar de lo que en otros tonos se haya dicho, y de otra manera se ha ya hecho, no se olvide que la Confederación Nacional del Trabajo será impulso transformador y revolucionario. El coloso confederal, desde su aparición en el escenario de las luchas sociales, ha vivido y vivirá por lo que de común tiene con la clase trabajadora, con las palpitaciones libertarias y justicieras. Representación de esa capa social, viva encarnación de las energías liberadoras, la C.N.T. no puede arrullarse, esperanzada, en las hipotéticas soluciones de procedimiento gubernamental.

Desde otro ángulo debemos influir; otro léxico debe ser el nuestro. Ni es táctica ni retroceso; hay que avanzar. Si nos disponemos a conjugarlo, a aprovecharlo, en cada militante hay, poco o mucho, algo bueno y efectivo. Es lo que puede interesar a la Confederación Nacional del Trabajo. Lo negativo, lo que minimiza a la Organización, lo incompatible con sus principios y su finalidad, es corrosivo, destructor, decadente, signo de ruina y muerte. Este material averiado no interesa a la C.N.T.

Nos acercamos a un examen de capacidad y conciencia; dos factores angulares de nuestro edificio orgánico; dos promesas de resistencia; dos potencias sobre las cuales descansará un bello porvenir. ¿Qué razones de condición humana o social se resisten a ese signo tentador? La España mártir, al terminarse la era franquista debe tener sus más efectivas atenciones.

Sería imperdonable la imprecaución. La España franquista desconoce las caricias y estímulos de la libertad; es retrógrada, por estar uncida a la casta militar, a la iglesia y a la auténtica incapacidad de sus políticos. ¿Qué recursos tiene para abrir y sostener une era de paz y prosperidad?

Hay que ratificar el acierto. La C.N.T., al erigirse en defensora de los trabajadores, al romper el fuego contra la explotación del hombre por el hombre, al declararse incompatible con el principio estatal, y declararle la guerra sin cuartel, ha revelado a la Humanidad un monumento de sabiduría que nada ni nadie ha desmentido. Tanto la Organización como sus principios, a los libertarios corresponde defenderlos contra todo intento de claudicación.

CRONICA INTERNACIONAL

por Gregorio Quintana

Algo más sobre nuestras ideas

COMPARTIA Felipe Alaiz nuestras inquietudes en cuanto al porvenir del Movimiento Libertario. No en cuanto al porvenir de nuestras ideas. A este respecto, expresaba un estoicismo helénico nutrido de una confianza razonada: «O la Humanidad adopta nuestros principios o va al caos —decía—. pero infinidad de signos dan prueba, diaria prueba, de que nuestras concepciones van penetrando en la sociedad. Aparecen desfiguradas por las apariencias. Se presentan en curva vacilante e imprecisa. Pero todo deja prever que con el tiempo adoptarán la recta correspondiente.»

Será todo ello posible —le decíamos—, pero una realidad comprobable nos demuestra que les movimientos de avanzada social se hallan en decadencia. El nuestro no ofrece perspectivas florecientes. Pasamos por un periodo ingrato.

«Efectivamente —nos contestaba—. Nos hallamos en el período grávido de la pre-gestación. Algo distinto a lo conocido se perfila en el horizonte en cuanto a formas de desarrollo y de acción. Pero lo efectivo es que nuestras ideas han penetrado, aunque de manera casi imperceptible, en la mentalidad de las gentes evolucionadas, y que esta penetración se traduce en realidades concretas. No hablarán de anarquismo y hasta se imaginarán ajenos al anarquismo los individuos, los grupos sociales, los organismos que, sin saberlo a ciencia cierta, proceden en base a soluciones de tónica anarquista.» En apoyo nos ofrecía ejemplos que no se nos aparecían del todo convincentes, alimentados por una razón que a nuestro impulsivo juicio se nos antojaba fundamental: si nuestro movimiento decae en efectivos y no se valoriza por otros medios; si pierde influencia en los medios obreros; si queda relegado a algo así como una secta adoradora de ciertos principios, el porvenir social será cada día más incierto y nuestras ideas quedarán como patrimonio de grupos selectos, pero reducidos, con escasos recursos —de toda índole— para propagar eficazmente nuestras caras concepciones

⁂

1931. Días aciagos. Pocos meses antes se producía en Argentina el golpe de Estado, cuyo mascarón de proa era el general Uriburu. Los inductores directos y efectivos eran de origen doloriano. El presidente Yrigoyen dijo ¡no! a las intenciones expansionistas de Mr. Hover, el entonces presidente de los Estados Unidos. La F.O.R.A. había dado reciente prueba de un potencial y de una combatividad extraordinaria enfrentándose victoriosamente con tres colosos de la industria norteamericana: la International Truck, la General Motors Corporation y los magnetes del petróleo. La reacción uriburista se abatió contra los hombres de la F.O.R.A. Persecuciones, torturas, asesinatos, detenciones en masa, rapto de militantes, deportaciones a Martín García, a Ushuaia, la temible Tierra del Fuego, deportaciones a Europa, al Uruguay. El fatídico barco «El Chaco» llevó durante varios meses su carga de proscriptos por todos los mares y puertos del mundo. En ningún país se aceptaba a los deportados militantes de la F.O.R.A.

La reacción desencadenada contra la F.O.R.A. continuó bajo diversas formas y procedimientos hasta la caída de Perón. Varios lustros de persecuciones se sucedieron en perfecta continuidad...

Un puñado de militantes tuvimos la fortuna de podernos acoger a la hasta entonces proverbial fraternidad uruguaya. Desde Montevideo desarrollábamos intensa campaña contra la dictadura de Uriburu, sin perder de vista los nubarrones que oscurecían el horizonte en diversos puntos del globo, principalmente en Rusia, Alemania, Italia...

En la calle Río Negro montó D. A. de Santillán una librería. Duró poco tiempo el ensayo, porque nunca tuvo Santillán espíritu comercial, detalle que va en su honra. La librería constituía un centro de reunión de militantes andariegos, venidos de los más distintos países. Es así como se pulsaba la situación de nuestro movimiento en el mundo. Los momentos eran difíciles. Se pensaba entonces en la necesidad de reaccionar enérgicamente, mediante un reagrupamiento de fuerzas militantes en los países en que tal cosa fuere posible. Santillán —que acariciaba la idea de constituir grupos armados de milicias populares, contaba con Mario Mariani, el autor de «Pobre Cristo»— acababa de ser expulsado del Brasil por su participación a un movimiento revolucionario. Y Mario Mariani decía con profunda amargura: «He escrito tanto, he realizado tanto esfuerzo para provocar la rebeldía en el espíritu de las gentes... Me sentía orgulloso de mi obra. Pero hoy pienso que para triunfar en la revolución, un cañón vale más que todas mis pilas de papel impreso...»

D. A. de Santillán se anticipaba entonces a prever lo que hoy es en nosotros motivo de general congoja, sino de seria reflexión, y pronunciaba Santillán unas palabras que hoy se nos antojan proféticas. Decía que nos quedaba una esperanza —aún no muy sólida— para recuperar nuestra influencia en el mundo del trabajo y para atraer el interés de los medios intelectuales preocupados por la «cuestión social». Esta esperanza —decía Santillán— se halla en España, país donde nuestras ideas han cobrado interés y fuerza, penetrando en las capas populares, haciéndose carne y razón en el campesinado. Poco tiempo antes Santillán tuvo ocasión de percatarse de la situación del movimiento libertario internacional por su participación —en Berlín— en el Congreso de la A.I.T., en tanto que delegado de la F.O.R.A. No se hacía grandes ilusiones y concluía en que si no se lograba efectuar un movimiento revolucionario triunfante, que permitiera dar un impulso vivificador a los movimientos socialistas de

(Pasa a la página 2.)

unesp Cedap Centro de Documentação e Apoio à Pesquisa Faculdade de Ciências e Letras de Assis